



Angola

AFRIQUE AUSTRALE

SOUTHERN AFRICA

1 246 700

11 072 000

Indicateurs économiques

 PNB par habitant
350 ECU (1994)

 Importations européennes
 en provenance de...
646 690 000 ECU (1996)

 Pétrole brut **62%**
 Diamants **30%**

 Exportations européennes
 vers...
773 967 000 ECU (1996)

 Service de la dette /
 exportations
5,35% (1993)

Indicateurs sociaux

 Taux de croissance
 de la population
3,73% (1995)

 Taux de scolarisation
 primaire
99,2% (1995)
 secondaire
9,2% (1995)

 Taux d'urbanisation
30,64% (1993)

L'Angola, vaste pays côtier d'Afrique australe, est partagé entre la savane et le désert, à l'exception d'une étroite bande côtière et de vallées abritant des forêts touffues au nord et nord-est du pays.

Indépendant, en 1975, l'Angola est depuis lors confronté à une guerre civile qui, après la signature d'un premier accord de paix en mai 1991, a repris depuis janvier 1993, après les élections parlementaires et présidentielles tenues en septembre 1992. Les négociations de paix ont repris à la fin de 1993. Le 20 novembre 1994, un Protocole de Paix fut signé à Lusaka et un cessez le feu instauré deux jours plus tard. La mise en œuvre de l'accord se fait très lentement.

Le pays dispose d'importantes ressources halieutiques et minérales, dont le pétrole qui représentait près de 94% des exportations en 1994, les diamants, le fer et le manganèse. A l'exception de l'industrie pétrolière, toutes les activités économiques et sociales ont été gravement affectées par la guerre civile; les transports et le commerce ont été également très touchés.

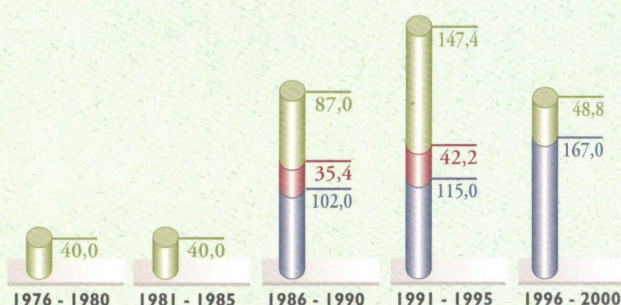
La plus grande partie de l'aide européenne allouée au pays, au titre du budget de l'UE, avant son adhésion à la troisième Convention de Lomé en 1985 – soit 80 millions d'écus au total – a servi à financer des aides alimentaires, aux actions de réhabilitation et à appuyer l'industrie de la pêche. Dans le cadre de Lomé, l'essentiel des fonds prévus pour la coopération UE-Angola s'est aussi concentrée sur l'aide humanitaire, les aides alimentaires, et la réhabilitation. Le Programme Indicatif National de Lomé III (102 millions d'écus) visait à soutenir les efforts vers l'autosuffisance alimentaire, en relançant la production et en réhabilitant les infrastructures de base. Sur cette période, l'Angola a également reçu 87 millions d'écus provenant du budget européen, qui ont financé des opérations d'aide alimentaire, d'aide d'urgence et des programmes spécifiques en faveur des réfugiés et des personnes déplacées.

Sous Lomé IV, le Programme Indicatif s'élève à 115 millions d'écus, dont près de la moitié est consacrée aux secteurs prioritaires suivants: environnement et ressources naturelles, agriculture, pêche, et soutien aux communications locales. L'autre moitié est destinée à des secteurs prioritaires d'intervention comme la santé, les transports et communications, et le développement des PME. L'Angola a également bénéficié d'autres financements importants sur les ressources budgétaires européennes au titre de l'aide alimentaire et d'actions de réhabilitation (plus de 33 millions d'écus en 1996). D'autres opérations d'aide humanitaire représentant un montant de plus de 14 millions d'écus ont également été approuvées en 1995 sur ressources du FED. Un programme de 3 millions d'écus a été approuvé dans le cadre de l'application de l'art. 255 de Lomé. Un nouvel accord pêche a été signé pour une période de trois ans. Il devrait rapporter plus de 37 millions d'écus à l'Etat.

En outre, la Banque Européenne d'Investissement pourrait contribuer, sur les ressources dont elle assure la gestion, au financement de projets dans les secteurs productifs (3,1 millions d'écus déjà engagés à ce stade au titre des capitaux à risques).

FED + budget

 dotations en millions d'écus
 allocations in ECU million

 budget
 autres fed + bei
 others fed + eib
 pin (dotation pour 5 ans)
 nip (enveloppe for 5 years)


 environnement +
 développement rural/pêche
 environment +
 rural development/fishing
 transport + développement
 de l'entreprise/PME
 + éducation + autres
 transport + enterprise
 development/SMEs
 + education + others



Angola A

Economic indicators	
GNP per capita	350 ECU (1994)
European imports from...	646 690 000 ECU (1996)
Crude oil	62%
Diamonds	30%
European Exports to...	773 967 000 ECU (1996)
Debt service / exports	5.35% (1993)
Social indicators	
Population growth rate	3.73% (1995)
Primary schooling rate	99,2% (1995)
Secondary schooling rate	9,2% (1995)
Urbanisation rate	30.64% (1993)

A spacious coastal country in Southern Africa, Angola consists of savannah and desert, except for a narrow coastal strip and densely forested valleys in the north and north-east.

Independent in 1975, Angola has since experienced a civil war which, after the signing of a first peace agreement in May 1991, resumed in January 1993 following the parliamentary and presidential elections held in September 1992. Peace negotiations resumed at the end of 1993. On 20th of November 1994, a Peace Protocol was signed in Lusaka and an official cease-fire came into force two days later. The Protocol is being implemented at a very slow pace.

The country possesses substantial marine and mineral resources, including oil (accounting in 1994 for about 94% of exports), diamonds, iron and manganese. With the exception of the oil industry, the civil war deprived the country of all economic and social activity; transport and trade activities were also severely decreased.

Before joining the Third Lomé Convention in 1985, the bulk of the pre-Lomé assistance from which Angola benefited under the European budget (ECU 80 million) went to food aid, rehabilitation and the fishing industry. The Lomé III National Indicative Programme (ECU 102 million) planned to ensure food self-sufficiency by supporting the revival of production and the rehabilitation of essential infrastructure. In addition, ECU 87 million from the European budget and from article 204 of Lomé III Convention were also provided for food aid, emergency aid, and specific programmes for refugees and displaced persons.

Under Lomé IV, half of the funds of the ECU 115 million National Indicative Programme went to the following focal sectors; environment and natural resources, agriculture, fisheries and support to local communities. Most of the other half went to rehabilitation operations in several sectors. Angola also benefited from other significant financing from the European budget for food aid and rehabilitation operations (more than ECU 33 million in 1996). Humanitarian operations were also approved in 1996 for a total of ECU 14 million. A programme of ECU 3 million was approved under article 255 of Lomé IV Convention. A new fisheries agreement was signed in 1996. Approved for a three year period, the financial compensation plus other support will amount to ECU 37 million.

Moreover, the European Investment Bank might contribute from the resources it manages to finance projects in production sectors (ECU 3.1 million risk capital committed so far).

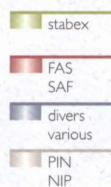
FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope

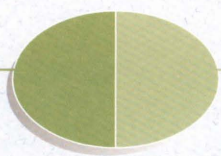
FED
EDF

4-5-6-7-8

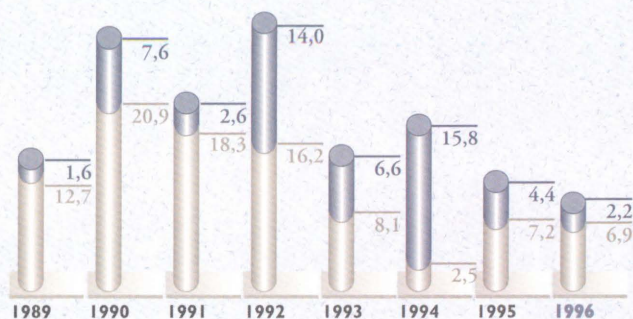
paiement par instrument
payments by instrument



50



50





Antigua and Barbuda

CARAIBES

CARIBBEAN

 KM² 440

68 000

Indicateurs économiques

 PNB par habitant
 6 970 ECU (1994)

 Importations européennes
 en provenance de...

9 166 000 ECU (1996)

Yachts 32%

Paquebots 27%

 Exportations européennes
 vers...

80 144 000 ECU (1996)

 Service de la dette /
 exportations

na/nd

Indicateurs sociaux

 Taux de croissance
 de la population

1,49% (1995)

 Taux de scolarisation
 primaire

na/nd

secondaire

na/nd

Taux d'urbanisation

35,64% (1993)

Situées dans la zone des Iles Sous-le-Vent, les deux îles jumelles d'Antigua et Barbuda sont soumises à certains risques naturels, comme les tremblements de terre et les ouragans qui balayent régulièrement le Bassin des Caraïbes. Antigua et Barbuda est devenu pleinement indépendant en 1981. Le régime politique est une démocratie à l'anglaise. Le Gouvernement est dirigé depuis 1976 par le parti travailliste d'Antigua (ALP). Antigua et Barbuda sont membres du Caricom/Cariforum.

Le tourisme domine aujourd'hui l'économie du pays, autrefois centrée sur le sucre. L'industrie touristique et les services connexes représentent 60% environ du PNB, emploient près de la moitié de la population active et fournissent 50% des ressources en devises du pays. Dans les années 1980, le développement impressionnant du tourisme de luxe et de certaines industries manufacturières a suscité une augmentation de la croissance économique (9% par an), mais a fortement endetté le pays. Les faibles résultats enregistrés par le secteur touristique ces dernières années ont entraîné une baisse de la croissance. Une baisse des revenus et une augmentation des salaires ont conduit à une détérioration de la balance du secteur public.

Antigua et Barbuda a bénéficié de financements du FED depuis la première Convention de Lomé. Depuis Lomé I, le pays a reçu plus de 16,9 millions d'écus au titre des Programmes Indicatifs Nationaux (PIN) successifs. Ces fonds ont essentiellement permis de financer des projets dans les domaines des infrastructures économiques et sociales (réhabilitation de routes, adduction d'eau) et de l'élevage. Un certain nombre de petites actions de promotion du tourisme et du commerce (foires) ont également été soutenues.

Le pays a également bénéficié, en 1982, 1989 et 1995, d'aides d'urgence à la suite d'une période de sécheresse et des dégâts causés par le passage de l'ouragan Hugo, Iris et Marilyn dans la région.

Sous Lomé IV, la dotation du PIN (3,5 millions d'écus) est principalement consacrée au secteur de concentration de l'éducation et de la formation, notamment au regard des besoins de l'industrie hôtelière: reconstruction d'un centre de formation, construction d'une école secondaire (875.000 écus) et allocation de bourses d'études. Le second secteur prioritaire d'intervention est l'appui aux petits éleveurs de bétail. Par ailleurs, des fonds devraient aussi être attribués au financement d'une assistance technique et d'actions de formation liées aux activités touristiques du pays (actions nationales pouvant ultérieurement être intégrées dans les programmes régionaux).

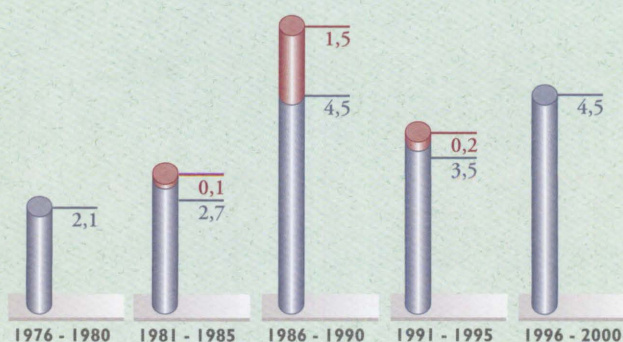
En outre, un montant de 1 million d'écus a été prévu pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement au titre des capitaux à risques. A ce stade 3,4 millions d'écus sont déjà engagés pour la collecte et le traitement des déchets solides sur ces îles. A la fin 1996, le PIN sous le second protocole financier de Lomé IV s'élevait à 32,5 millions d'écus qui seront consacrés essentiellement à la formation et à la lutte contre la drogue dans le cadre du Plan d'action de Barbade.

FED + budget

 dotations en millions d'écus
 allocations in ECU million

budget

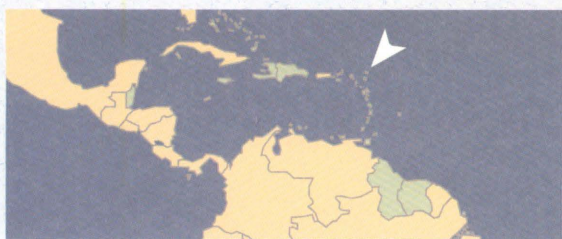
 autres fed + bei
 others fed + eib

 pin (dotation pour 5 ans)
 nip (envelope for 5 years)


 développement rural/pêche
 rural development/fishing

 secteurs sociaux
 social sectors

 autres
 others



Antigua and Barbuda



Economic indicators	
GNP per capita	6 970 ECU (1994)
European imports from...	9 166 000 ECU (1996)
Yachts	32%
Ships	27%
European Exports to...	80 144 000 ECU (1996)
Debt service / exports	na/nd
Social indicators	
Population growth rate	1.49% (1995)
Primary schooling rate	na/nd
Secondary schooling rate	na/nd
Urbanisation rate	35.64% (1993)

The twin-island State of Antigua and Barbuda is situated in the northern part of the Eastern Caribbean island chain; its geographic location makes it prone to hurricanes. Having gained independence in 1981, it is a Westminster-style parliamentary democracy, traditionally dominated by the Antigua Labour Party or ALP. The ALP is in turn dominated by the Bird family: when Vere Bird Sr retired in 1994, after having been in power since 1976, his son Lester Bird led the ALP to its fifth consecutive victory in a general election and became Prime Minister. Antigua and Barbuda is an active Member of Caricom/Cariforum and also the Organisation of Eastern Caribbean States (OECS).

Today tourism, with about half a million visitors per year, mostly in the upper bracket, is the mainstay of the economy; it contributes directly and indirectly approximately 60% of GDP, represents 50% of employment and earns nearly 50% of foreign exchange. During the 80s Antigua recorded impressive rates of economic growth (annual average of 9%), due mainly to a tourism boom and rising foreign investment. In the early 90s, real growth slowed down to less than half of previous performance.

Falling revenue (slow-down in tourism) and increased wages led to a considerable deterioration of the public sector balance, a decline in investment and a build-up of external arrears. Antigua and Barbuda thus today combines the paradox of a high per capita GDP with major macro-economic imbalances.

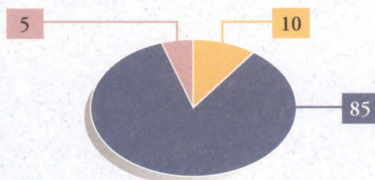
Community aid since Lomé I totals ECU 16.9 million. Under the Lomé I and II Conventions, EU funds were focused on infrastructural projects (water conservation and distribution, road rehabilitation) and livestock development. Improvement of the road network absorbed about 80% of Lomé III funds (totalling ECU 4.5 million), the remainder used for human resources development (training of air traffic control operators). Under the Lomé IV Indicative Programme (ECU 3.5 million), about 80% of funds are spent on human resources development – ECU 2 million to reconstruct the Hotel Training Centre and about ECU 875,000 to build a secondary school.

In addition, Antigua and Barbuda received emergency aid in 1982, 1989 and 1995, partly as a result of drought, but mainly in the aftermath of hurricanes Hugo, Iris and Marilyn. The European Investment Bank has made ECU 1.5 million in the form of risk capital available for the supply of air navigation equipment. Within the OECS framework, the EIB has also provided ECU 3.4 million as risk capital for the collection and treatment of solid waste.

At the end of 1996, the National Indicative Programme for the second financial protocol of Lomé IV, amounting to ECU 32.5 million, was finalised. This NIP aims to establish a firm basis for sustainable socio-economic development. Attaining this will depend upon government's adoption and implementation of a major reform programme. Education and training will be the focal sector of EU aid. Outside this focal sector, major attention will be given – within the framework of the Barbados Plan of Action – to the reduction of the impact of drugs on Antiguan society.

FED
EDF

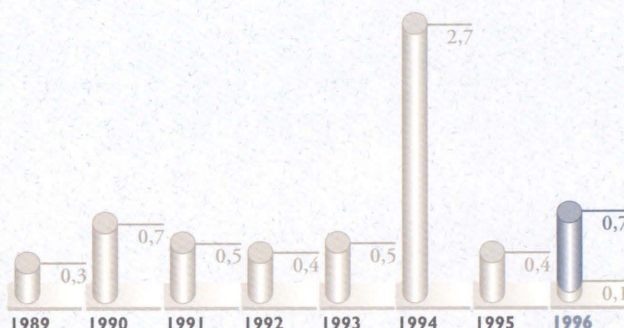
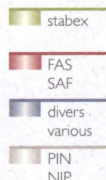
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Bahamas

CARAIBES

CARIBBEAN

KM²

13 880



277 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
11 790 ECU (1994)

Importations européennes
en provenance de...

226 459 000 ECU (1996)

Alcool éthylique 25%

Paquebots 29%

Exportations européennes
vers...

797 714 000 ECU (1996)

Service de la dette /
exportations

na/nd

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population

1,84% (1995)

Taux de scolarisation
primaire

98,9% (1995)

secondaire

99,8% (1995)

Taux d'urbanisation

85,34% (1993)

Situées au nord des Caraïbes, les Bahamas sont fragmentées en plus de 1 000 îles de nature corallienne, dont une vingtaine seulement sont habitées. Le pays a accédé à l'indépendance en 1973.

Les efforts déployés par les Bahamas en vue d'instaurer un climat de confiance, ont permis d'attirer les investisseurs étrangers et de développer les activités du tourisme. Le succès de cette politique est à l'origine du développement économique du pays, qui se classe en tête des Etats ACP en ce qui concerne le PNB par habitant. Toutefois, cette donnée globale cache une grande inégalité dans la répartition des revenus, particulièrement entre les deux îles principales – la Nouvelle-Providence et la Grande Bahamas – où vivent 75% de la population totale – et les autres îles. Ce déséquilibre a conduit un grand nombre de jeunes à quitter les îles secondaires pour les deux principales et la capitale Nassau, afin de chercher du travail dans le secteur touristique.

La politique gouvernementale tend davantage que par le passé à améliorer les infrastructures économiques et sociales du pays, en vue de promouvoir le développement des activités productives. L'évolution récente de la situation économique, qui se caractérise par la détérioration de la balance des paiements et un déficit accru des finances publiques, a en outre renforcé la nécessité de la diversification économique.

Compte tenu des circonstances, la coopération UE-Bahamas est relativement modeste. Dans le cadre des trois premières Conventions de Lomé, l'assistance européenne s'est élevée à près de 35 millions d'écus, dont près de 8 millions au titre des Programmes Indicatifs Nationaux (PIN). Les secteurs d'intervention ont principalement été l'énergie, les infrastructures et l'agriculture. En outre, la banque Européenne d'Investissement a contribué, sur ses ressources propres, au financement de projets dans les secteurs productifs, pour un montant de près de 17 millions d'écus et 3 millions d'écus de bonifications d'intérêts.

Sous le nouveau protocole financier de Lomé IV, les fonds du Programme Indicatif National (4,4 millions d'écus) sont entièrement consacrés au financement d'un seul projet dans le secteur des infrastructures: la réhabilitation de la principale route du pays, la Queen's Highway.

En outre, la BEI a consacré 14 millions d'écus de ses ressources pour le financement de l'adduction d'eau à la Nouvelle-Providence et sur les «Family Islands»; ainsi que 20 millions pour le secteur de l'énergie

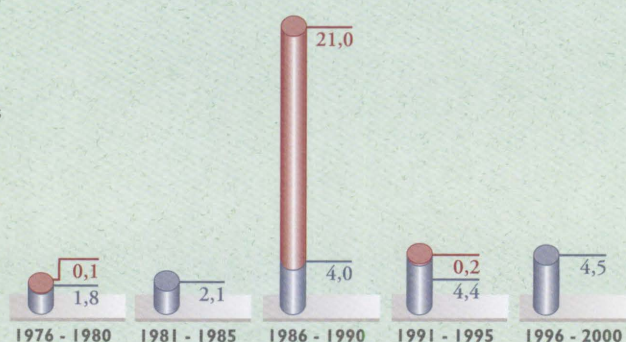
FED + budget EDF

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million

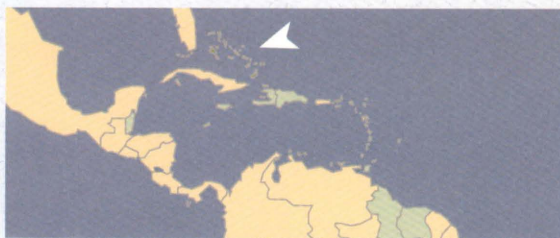
budget

autres fed + bei
others fed + eib

pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



transport et communications
transport and communications



Bahamas **B**

Economic indicators	
GNP per capita	11 790 ECU (1994)
European imports from...	226 459 000 ECU (1996)
Ethyl alcohol	25%
Ships	29%
European Exports to...	797 714 000 ECU (1996)
Debt service / exports	na/nd
Social indicators	
Population growth rate	1.84% (1995)
Primary schooling rate	98,9% (1995)
Secondary schooling rate	99,8% (1995)
Urbanisation rate	85.34% (1993)

Located north of the Caribbean Islands, the Commonwealth of The Bahamas is a group of about 1000 coral islands, of which some twenty are inhabited. The country achieved independence in 1973.

Efforts by the Bahamas to establish a climate of confidence have helped the country to attract foreign investors and to develop tourism activity. The success of this policy has been at the heart of the economic development of the country, which ranks among the leading ACP States regarding GNP per capita. However, this general fact masks considerable inequalities in income distribution, in particular between the two main islands – New Providence and Grand Bahama – where 75% of the total population lives. This imbalance has led to a large number of young people leaving the small islands to seek employment in the two biggest ones, especially the capital Nassau, particularly in the tourist sector.

Government policy aims increasingly to improve the country's economic and social infrastructure and to promote the development of productive activities, as well as to achieve a greater diversification of the economy.

In these circumstances, EU-Bahamas cooperation is relatively modest. Under the first three Lomé Conventions, European assistance amounted to ECU 35 million, almost ECU 8 million of which came from the National Indicative Programmes (NIPs). The main sectors of intervention were energy, social development, agriculture and infrastructure. The European Investment Bank has also contributed more than ECU 17 million from its own resources to the financing of projects in the productive sectors and ECU 3 million were interest rate subsidies.

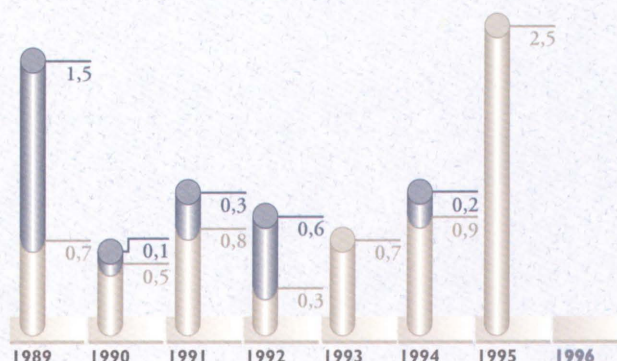
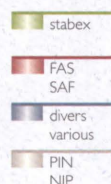
Under Lomé IV second financial Protocol (8th EDF), the NIP funds (ECU 4.4 million) were totally devoted to the financing of one project in the infrastructure field; the renovation of the main road on Long Island, the Queen's Highway. ECU 14 million from EIB's own resources allowed the improvement of water supply schemes in New Providence and on the Family Islands and also ECU 20 million to the energy sector.

FED
EDF

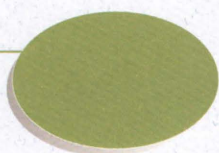
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope

FED
EDF

4-5-6-7-8
paiement par instrument
payments by instrument



100





Barbados

CARAIBES

CARIBBEAN

KM² 430
 261 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
 6 530 ECU (1994)

Importations européennes
 en provenance de...

77 951 000 ECU (1996)

Yachts 45%
 Sucres de canne 37%

Exportations européennes
 vers...

85 853 000 ECU (1996)

Service de la dette /
 exportations

na/nd

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
 de la population

0,38% (1995)

Taux de scolarisation
 primaire

114,5% (1995)

secondaire

77,7% (1995)

Taux d'urbanisation

46,36% (1993)

Illes des Caraïbes, indépendante depuis 1966, la Barbade est un pays démocratique et politiquement stable qui a réussi à tirer parti des ressources dont il dispose. L'éducation et la santé y sont de niveau élevé. Les principales activités économiques sont le tourisme, le sucre, les services financiers extra-territoriaux et les produits manufacturés. Le déclin de l'industrie sucrière et la prédominance du secteur touristique mettent en évidence le problème de la diversification économique. Le pays a connu une bonne croissance économique jusqu'à la fin des années 1980, mais doit faire face actuellement au problème majeur du déficit des finances publiques (-5,7%).

Une programmation de stabilisation et d'ajustement structurel, ainsi que des réformes administratives commencées depuis 1991 a permis de redresser l'économie. Ces mesures ont été renforcées par le nouveau Gouvernement.

Compte tenu de la faible population de l'île et d'un PNB par habitant relativement élevé, le montant total des fonds alloués au titre des Programmes Indicatifs Nationaux (PIN) de Lomé I à III, qui s'élève à environ 11 millions d'écus, peut être considéré comme important.

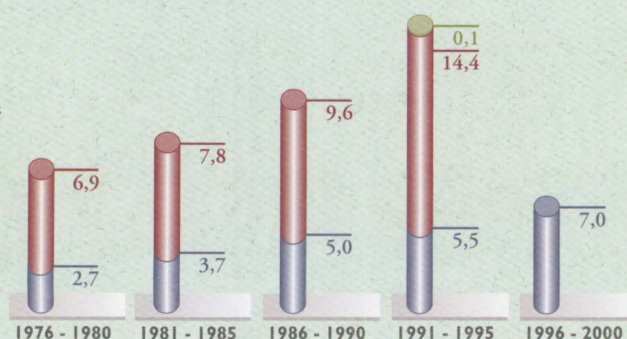
En 1994/95, l'économie montrait déjà quelques signes de redressement avec un accroissement de 4% et de 2,4% du PIB, respectivement, amélioration due notamment aux secteurs touristique et de la production du sucre. Il s'en est suivi une baisse du chômage (16,2%) dans la première moitié de 1996 par rapport au 21,2% à la même période de l'année précédente.

En outre, la Banque Européenne d'Investissement (BEI) contribue au financement d'un projet d'adduction d'eau dans le sud du pays, pour un montant de 30 millions d'écus de prêts sur ses ressources propres, qui vient s'ajouter aux prêts d'un peu moins de 20 millions d'écus déjà consentis au titre des Conventions précédentes.

FED + budget EDF

dotations en millions d'écus
 allocations in ECU million

budget
 autres fed + bei
 others fed + eib
 pin (dotation pour 5 ans)
 nip (envelope for 5 years)



développement minier et industriel/PME
 mine and industry development/SME's
 secteurs sociaux
 social sectors


Barbados
B

Economic indicators	
GNP per capita	6 530 ECU (1994)
European imports from...	77 951 000 ECU (1996)
Yachts	45%
Cane-sugar	37%
European Exports to...	28 789 000 ECU (1996)
Debt service / exports	na/nd
Social indicators	
Population growth rate	0.38% (1995)
Primary schooling rate	114,5% (1995)
Secondary schooling rate	77,7% (1995)
Urbanisation rate	46,36% (1993)

An island in the Caribbean, independent since 1966, Barbados is a democratic and politically stable country which has been able to capitalise on the resources at its disposal. Barbados has a high level of education and health services. The main economic activities are tourism, sugar, offshore financial services and manufacturing. The good performance of Barbados' economy during the 1980s was followed by a period of recession with the GDP showing negative growth rates in 1991 (-3.9%) and 1992 (-5.7%).

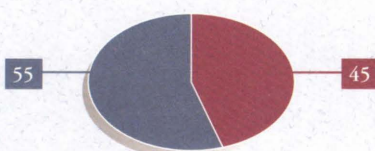
A stabilisation programme and a package of structural and administrative reforms introduced from 1991 onwards put the economy back on the right track. These measures were reinforced by the clear signs given by the Government following its taking up of office, to encourage private sector investment, reduce unemployment and restore the country's international competitiveness.

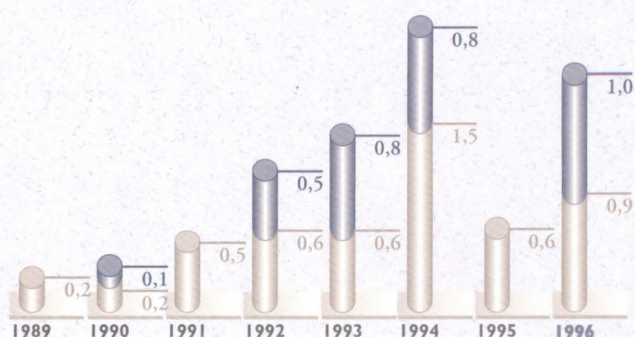
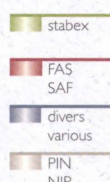
In 1994/1995 already, the economy showed clear signs of recovery with GDP growing at rates of 4% and 2.4%. The good performance of the tourism sector and the recovery of the sugar production after the drought in 1994/1995 gave a further boost to the economy and real GDP expansion during the first three quarters of 1996 was at 4.8%. The end of year forecast for real GDP growth is 4.5%. The expansion of the economy brought the unemployment rate down to 16.2% in the first half of 1996 compared to 21.2% for the same period of 1995. Inflation accelerated slightly during 1996 to an average of 2.6%, compared with 1.8% a year earlier.

Given the country's relatively small population and the relatively high GNP per capita, the total of National Indicative Programmes (NIPs) from Lomé I to III, amounting to around ECU 11 million, is considered significant.

The focal sectors for our cooperation under the 8th EDF are the development of human resources (60%) and support to the industrial sector and export services (13% plus balance from the 7th EDF). Outside the focal sectors, substantial funding will also be allocated for the construction of a forensic laboratory aimed at improving the fight against drugs and the reinforcement of the rule of law.

Moreover, the European Investment Bank contributes up to ECU 30 million of loans, from its own resources, to the financing of a water supply project in the south of the country and to an energy project which is additional to almost ECU 20 million of loans already allocated under the previous Conventions.

**FED
EDF**
répartition sectorielle du PIN
 en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
 % of the total envelope

**FED
EDF** 4-5-6-7-8

 paiement par instrument
 payments by instrument




Belize

CARAIBES

CARIBBEAN

KM² 22 960
 209 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
2 550 ECU (1994)

Importations européennes
en provenance de...

81 981 000 ECU (1996)

Bananes 32%

Sucres de canne 33%

Exportations européennes
vers...

21 802 000 ECU (1996)

Service de la dette /
exportations

7,58% (1993)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population

1,46% (1995)

Taux de scolarisation
primaire

na/nd

secondaire

na/nd

Taux d'urbanisation

47,12% (1993)

Belize est le seul pays ACP d'Amérique Centrale. L'espagnol et l'anglais en sont les principales langues. L'économie dépend principalement de la pêche et de la production agricole d'agrumes, de sucre et de bananes. La part du tourisme s'accroît également. Le Pays réalise de bons résultats dans des domaines tels que l'espérance de vie, la scolarisation, et l'alphabétisation.

Indépendant depuis 1981 avec un système parlementaire bipartite basé sur l'exemple anglais, le pays est un Etat démocratique. Belize a maintenu ses frontières ouvertes aux réfugiés provenant du Guatemala.

L'économie a connu de bonnes performances dans la deuxième moitié des années 80, le PIB en termes réels dépassait les 10% par an et l'inflation était en moyenne de 2,5%. Ceci était aussi dû à l'accès préférentiel aux marchés européens et américains. C'est depuis 1990 que la croissance ralentit.

L'économie est généralement limitée dans ses possibilités par la petite taille du marché local et sa vulnérabilité par rapport aux forces extérieures, le manque de personnel qualifié et des ressources énergétiques limitées. En général, la plus grande partie des programmes d'investissement publics sont financés par des donneurs externes. D'importants investissements ont été réalisés dans l'agriculture, notamment dans la production bananière. Cependant l'accès au marché de l'UE a été limité par l'introduction en 1993 d'un nouveau règlement du marché bananier européen.

En 1995 le pays a fait face à de graves problèmes économiques consécutifs à plusieurs années de faibles recettes fiscales. Des négociations ont démarré avec Bretton Woods pour un programme d'ajustement structurel. De Lomé I à Lomé III, l'Union Européenne a alloué un total de plus de 27 millions d'écus d'aide programmée et non programmée à Belize.

Sous Lomé III, 5,4 millions d'écus ont été consacrés à un projet d'importance majeure concernant l'amélioration d'une section de la Humming Bird Highway. Belize a en outre bénéficié de fonds destinés spécifiquement à l'assistance aux réfugiés, qui ont servi à développer les soins de santé primaires dans les communautés rurales. Le crédit aux petites entreprises commerciales ou agricoles par le biais du Fonds National de Développement de Belize, en collaboration avec une organisation non-gouvernementale britannique, ainsi que l'installation des réfugiés et des nationaux dans la Valley of Peace du District de Cayo, ont également reçu un soutien financier.

Sous Lomé IV, les fonds du Programme Indicatif National (PIN) du 1er protocole financier qui s'élève à 9 millions d'écus, a été consacrée aux infrastructures économiques, en vue de poursuivre l'amélioration de la Humming Bird Highway et au secteur social par la construction d'un nouvel hôpital à Belize ville.

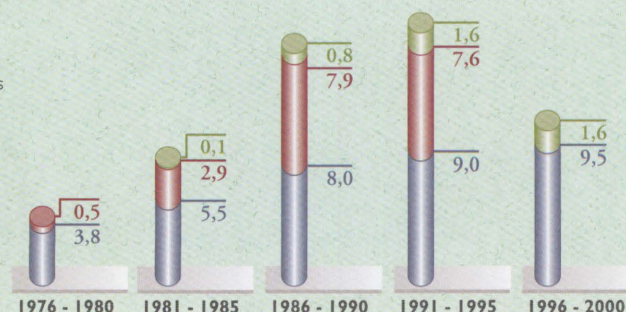
De 1995 à 1996, Belize a bénéficié de plus de 3,3 millions du fonds spécial d'assistance aux Etats ACP producteurs de bananes.

La Banque Européenne d'Investissement (BEI) est intervenue au titre des capitaux à risques pour un montant de 3,5 millions d'écus dans le secteur de l'électricité.

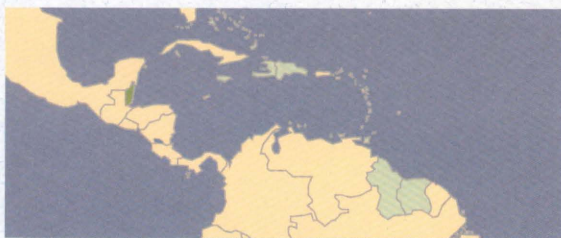
FED + budget EDF

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million

budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



transport et communications
transport and communications
secteurs sociaux
social sectors



Belize

Economic indicators	
GNP per capita	2 550 ECU (1994)
European imports from...	81 981 000 ECU (1996)
Bananas	32%
Cane-sugar	33%
European Exports to...	21 802 000 ECU (1996)
Debt service / exports	7,58% (1993)
Social indicators	
Population growth rate	1,46% (1995)
Primary schooling rate	na/nd
Secondary schooling rate	na/nd
Urbanisation rate	47,12% (1993)

Belize is a small country with a land area the size of Belgium or Wales, and a population of only 216,000. It is the only ACP State in Central America. Belize has a unique mixture of peoples and cultures, influenced by the Caribbean and Central America, but also by descendants of African, British, Chinese and Indian origins. Belize is also part of the Yucatan Peninsula and the region called La Ruta Maya which has been home to the Maya for 3,000 years.

The country is English-speaking, officially. But a colourful Creole language is dominant. Spanish is also widely spoken by immigrants from neighbouring Mexico, Guatemala and Honduras.

Belize became independent in 1981 with a democratic parliamentary system based on a bicameral legislature. The House of Representatives is popularly elected and the Senate is nominated. Both are similar in function to the British House of Lords.

It has an open economy led by the private sector and based primarily on export agriculture and tourism. Belize coral reefs, Mayan archaeological sites and pristine natural forest reserves and protected areas continue to attract large numbers of tourists. Tourism is the number one foreign exchange earner, closely followed by cane sugar. Other major exports include citrus and bananas which go almost exclusively to EU markets, and marine products, garments and timber. In 1995, the EU accounted for 50.6% of Belize exports but only for 10.8% of its imports.

The economy is still constrained in its growth possibilities by the small size of the local market and the vulnerability to external forces, shortage of qualified manpower and limited energy resources. The public investment programme is also mainly financed by external donors.

Economic performance has slowed since 1992, with an average real GDP growth rate of 4.16%. The 1996 real GDP growth rate was only 3%, and inflation rose from 2.8 to 6.8% from 1995 to 1996.

Following the introduction of value-added tax in April 1996, tax revenue increased but the consumer price index rose. The Government remains committed to the strength of the Belize dollar and to a tight fiscal policy which contribute to depressed domestic business and investment.

From Lomé I to Lomé IV (1st financial protocol), total programmed and non-programmed assistance allocated to Belize by the European Community has amounted to more than ECU 56 million.

Under the 1st financial protocol of Lomé IV, the bulk of the ECU 9 million programmable aid was allocated to the Hummingbird Highway and completion of the construction equipment of the Belize-City Hospital.

From 1993 to 1996, Belize benefited from a total contribution of more than ECU 3.3 million from the EU special assistance programme of support for traditional ACP suppliers of bananas.

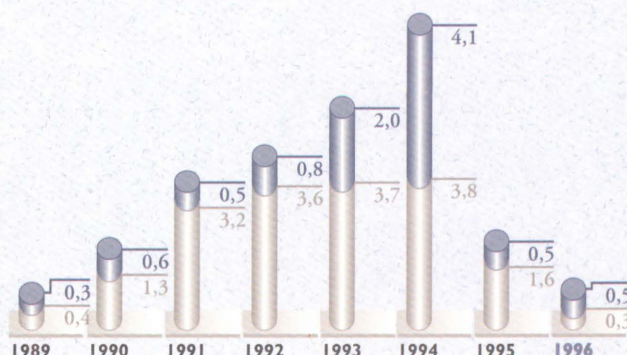
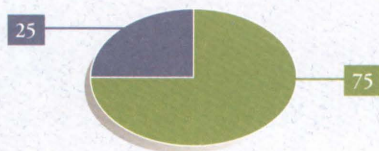
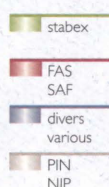
The European Investment Bank supported projects in the energy sector (Belize Electricity Ltd.) and a credit line for the Development Finance Corporation for a total amount of ECU 6 million of which ECU 3,5 million from risk capital from the Regional Caribbean Cooperation Programme.

FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope

FED
EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Bénin

AFRIQUE SAHELIENNE ET
OCCIDENTALE CÔTIÈRE

SAHELIAN AND COSTAL
WESTERN AFRICA

KM² 112 622

5 561 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
370 ECU (1994)

Importations européennes
en provenance de...
67 359 000 ECU (1996)
Coton 50%

Exportations européennes
vers...
300 091 000 ECU
(1996)

Service de la dette /
exportations
7,2% (1993)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
3,23% (1995)

Taux de scolarisation
primaire
61% (1995)
secondaire
9,8% (1995)

Taux d'urbanisation
30,38% (1993)

Pays côtier, tout en longueur et bordé par quatre pays, le Bénin a une population en majorité rurale dont près de 43% vivant dans une grande pauvreté. De 1960-année de l'indépendance- à 1972, la situation politique au Bénin a été caractérisée par une grande instabilité. Entre 1972 et 1989, le pays a traversé une phase de stabilité politique marquée par une forte intervention de l'Etat dans l'activité économique. Après une longue crise économique qui a culminé en 1989, un régime démocratique est instauré avec l'élection au suffrage universel du Président de la République en 1990, et celle de l'Assemblée Nationale en 1991. La situation politique actuelle se caractérise globalement par la poursuite du processus de démocratisation et d'instauration de l'état de droit, dans le respect de la constitution, après une deuxième alternance réussie.

Les progrès enregistrés depuis 1990, surtout en matière de libéralisation économique et d'assainissement des finances publiques, constituent la première étape d'une stratégie de développement qui passe par la réhabilitation des infrastructures de communications, la valorisation des ressources humaines et le développement du secteur privé. Le renforcement de l'intégration dans la sous-région constitue un élément clé de cette stratégie, dans laquelle l'appartenance à l'UEMOA (Union Economique et Monétaire Ouest Africaine) coexiste avec une très forte dépendance béninoise vis-à-vis du marché nigérian.

Les principaux domaines de concentration de l'aide européenne depuis Lomé I ont été les infrastructures, le développement rural et le système de santé. Sous Lomé IV, le Programme Indicatif National (PIN) de 93,8 millions d'écus met l'accent sur le développement des infrastructures de transport (60 millions d'écus) et sur l'amélioration du fonctionnement du système de santé (11,8 millions d'écus). Le développement rural occupe une place moins importante que dans le passé (7 millions d'écus). Les autres actions financées sur le PIN consistent en un programme de coopération décentralisée, la prévention du SIDA en matière de transfusion sanguine et la participation à un programme régional d'aménagement des parcs et réserves. Le second protocole financier devrait porter sur les infrastructures de communications, la santé et l'appui au développement local rural et urbain.

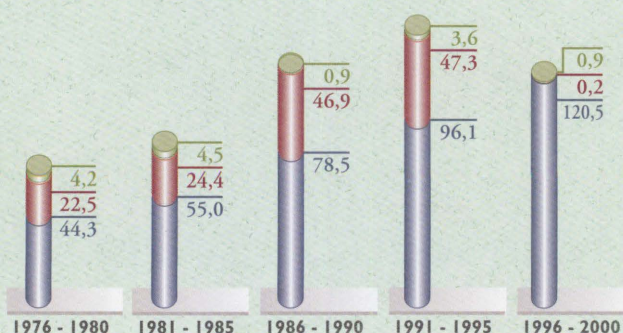
L'appui au programme d'ajustement structurel (50,1 millions d'écus depuis 1991) s'est concentré sur la réforme de l'administration, le financement des dépenses de santé et de travaux à haute intensité de main-d'oeuvre ainsi que le remboursement des arriérés de l'Etat.

En outre, 12 millions d'écus ont été prévus pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) au titre des capitaux à risques; un prêt global de 2 millions d'écus financera les PME du secteur privé.

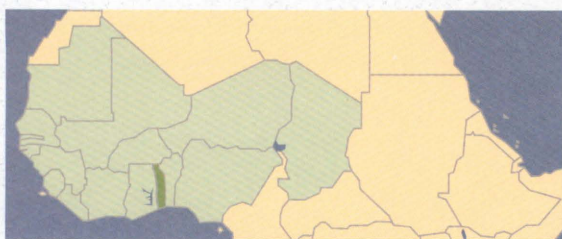
FED + budget

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million

budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



environnement
environment
développement rural/pêche
rural development/fishing
transport et communications
transport and communications
secteurs sociaux
social sectors
ajustement structurel et appui à la
balance des paiements
structural adjustment and balance
of payments support
autres
others



Bénin B

Economic indicators	
GNP per capita	370 ECU (1994)
European imports from...	67 359 000 ECU (1996)
Cotton	50%
European Exports to...	300 091 000 ECU (1996)
Debt service / exports	7.2% (1993)
Social indicators	
Population growth rate	3.23% (1995)
Primary schooling rate	61% (1995)
Secondary schooling rate	9.8% (1995)
Urbanisation rate	30.38% (1993)

A coastal and narrow country surrounded by four countries, Benin has a mainly rural population of which more than 43% live in great poverty. From 1960 – year of independence – to 1972, the political situation in Benin was inherently unstable. Between 1972 and 1989, the country passed through a phase of political stability, marked by large-scale state intervention in the economy. After a long economic crisis, which reached its peak in 1989, a democratic regime was installed with the election by universal suffrage of the President of the Republic in 1990 and that of the National Assembly in 1991.

The progress recorded since 1990, above all with regard to economic liberalisation and the stabilisation of public finances, constitutes the first stage of a strategy of private sector development. Stronger integration in the sub region is a key element of this strategy, in which membership of the West African Economic and Monetary Union (Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine - UEMOA) is as important as is the strong dependence of Benin's economy on the Nigerian market.

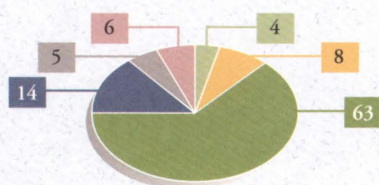
The main areas where European aid has been concentrated since Lomé I have been infrastructure, rural development and the health care system. Under Lomé IV, an ECU 93.8 million National Indicative Programme (NIP) puts the accent on transport infrastructure development (ECU 60 million) and improving the functioning of the health system (ECU 11.8 million). Rural development fulfils a less important role than in the past (ECU 7 million). Other projects financed from the NIP comprise a programme of decentralised cooperation, the prevention of the spread of AIDS in blood transfusion and participation in a regional programme of park and reserve management.

Support to structural adjustment (around ECU 50.1 million since 1991) is concentrating on administrative reform, the financing of expenses for health care and large labour-intensive works, and the reimbursement of State arrears.

Moreover, ECU 12 million may be made available through European Investment Bank (EIB) intervention in the form of risk capital. A global loan of ECU 2 million will help in financing private sector SMEs.

FED
EDF

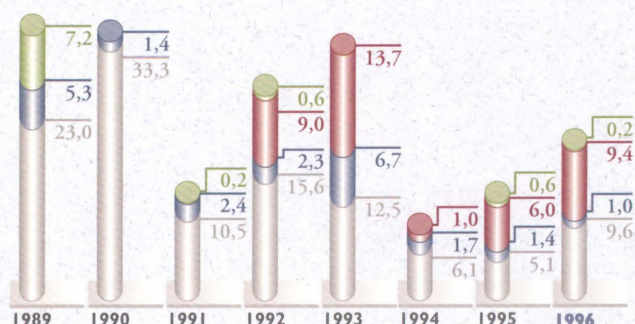
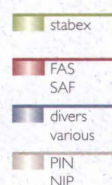
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of PIN
% of the total envelope



FED
EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Botswana

AFRIQUE AUSTRALE

SOUTHERN AFRICA

 KM² 581 730

I 433 000

Indicateurs économiques	
PNB par habitant	2 800 ECU (1994)
Importations européennes en provenance de...	89 481 000 ECU (1996)
Diamants	38%
Exportations européennes vers...	123 569 000 ECU (1996)
Service de la dette / exportations	na/nd
Indicateurs sociaux	
Taux de croissance de la population	2,95% (1995)
Taux de scolarisation primaire	113,9% (1995)
secondaire	62,1% (1995)
Taux d'urbanisation	26,10% (1993)

Pays enclavé semi-aride et sujet aux sécheresses, le Botswana est indépendant depuis 1966 et bénéficie d'une stabilité politique durable, sous un régime de pluripartisme. Le Pays possède une des économies les plus prospères d'Afrique, bien qu'elle soit dépendante d'un petit nombre de ressources de base telles que les diamants, le cuivre et le nickel, la viande bovine, et qu'elle reste vulnérable à certains facteurs externes. En outre, l'agriculture est handicapée par des conditions climatiques difficiles et seulement 6% des terres sont cultivables.

Le développement de l'agriculture et de l'élevage, les infrastructures économiques et sociales dans les zones rurales, ainsi que la formation, ont longtemps été les secteurs d'intervention prioritaires de l'aide européenne sous les trois premières conventions de Lomé. Sous Lomé III, un projet au titre du Sysmin de 22 millions d'écus a, par ailleurs, permis de financer la remise en état de la mine de cuivre et de nickel de Selebi Phikwe et de sa fonderie. Un financement Sysmin Lomé IV (7ème FED) d'environ 34 millions d'écus est probable.

Le Programme Indicatif National (7ème FED) de Lomé IV (32 millions d'écus) met, quant à lui, la priorité sur le développement et la conservation des ressources naturelles. Les fonds programmés consacrés à la protection et à la conservation de la faune et des forêts atteignent 9,4 millions d'écus, et un projet d'exploration géophysique de 1,6 millions d'écus a été exécuté. La Mise en oeuvre d'un projet similaire d'exploration géophysique a été approuvée pour un coût de 1,9 millions d'écus. Deux autres projets concernant l'approvisionnement en eau et un programme pluriannuel de microprojets, ont bénéficié d'une aide de 2 millions d'écus. Un troisième projet d'appui au programme national de lutte contre le SIDA du Botswana (de 800.000 écus) a été lancé au début 1995.

En outre, sous Lomé IV, la Banque Européenne d'investissement a engagé 73,9 millions d'écus sur ses ressources propres (94%) dont 40 millions pour la construction d'un barrage pour l'alimentation en eau de Gaborone.

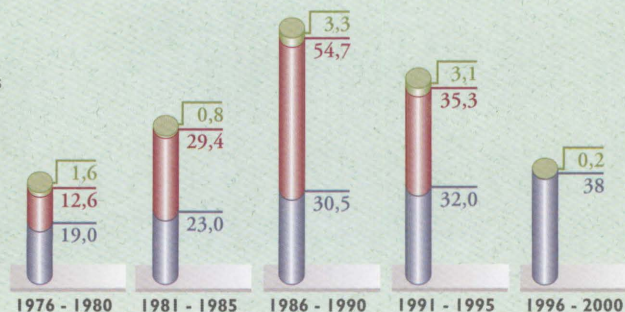
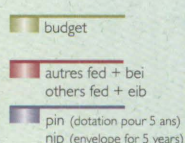
En dehors de l'aide programmée, une aide en faveur des réfugiés a été allouée sous Lomé IV (230.000 écus). Plus de 2.000 tonnes d'aide alimentaire financées sur le budget de l'Union européenne ont été également fournies au Botswana. Des projets de cofinancement avec les ONG ont été financés, entre 1990 et 1994, pour un montant de 1,9 million d'écus.

En ce qui concerne le commerce, le Botswana peut exporter chaque année près de 19.000 tonnes de viande de boeuf sur le marché de l'Union européenne au titre du Protocole spécial sur la viande bovine, avec une réduction de 92% des droits à l'importation.

Le 16 octobre 1996, le cadre de coopération entre le Botswana et l'UE sous le 8ème FED (2ème protocole financier de Lomé IV) a été conclu. Le montant total du PIN relatif s'élève à 38 millions d'écus, consacrés notamment à la formation et au secteur privé.

FED + budget

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million





Botswana B

Economic indicators	
GNP per capita	2 800 ECU (1994)
European imports from...	89 481 000 ECU (1996)
Diamonds	38%
European Exports to...	123 569 000 ECU (1996)
Debt service / exports	na/nd
Social indicators	
Population growth rate	2.95% (1995)
Primary schooling rate	113,9% (1995)
Secondary schooling rate	62,1% (1995)
Urbanisation rate	26.10% (1993)

A semi-arid landlocked and drought-prone country, Botswana has been independent since 1966, and benefits from lasting political stability within a multiparty system. Botswana has become one of the most prosperous economies in Africa, despite having a narrow resource base (diamonds, copper/nickel and beef) and is vulnerable to external factors. Agriculture is further restricted by climate and soil conditions: only about 6 % of the land is suitable for agriculture.

Agriculture, livestock and rural development, together with social and economic infrastructure in rural areas, and training, were the priority sectors of European assistance during the three previous Lomé Conventions. Under Lomé III, the rehabilitation of the Selebi Phikwe copper/nickel mine and smelter/concentrator was also financed through an ECU 22 million Sysmin loan. A Lomé IV (7th EDF) Sysmin grant of ECU 33.7 million was approved in 1996.

The emphasis of the Lomé IV (EDF 7) National Indicative Programme (ECU 32 million) was put on development and conservation of natural resources. Programmed funds were allocated to the wildlife conservation and forestry protection areas for a total of ECU 9.4 million. ECU 15 million were subsequently allocated to vocational training and a project of this value was approved in 1996. Two geophysical exploration projects were implemented for a total of ECU 3.5 million. Another two projects concerning water supply and a multiannual microproject programme received ECU 2 million.

Furthermore, a trade development programme as well as a tourism development programme were prepared during 1996 for implementation from 1997 for a total of ECU 3.8 million.

Under Lomé IV, the European Investment Bank has been particularly active in Botswana with a total of ECU 73.9 million signed for new loans (94 % on the Bank's own resources) thus reflecting the sound economic conditions prevailing in the country. Two loans were each made to the electricity, the water and the SME sector and one loan to the agro industrial sector. Furthermore, the infrastructural sector itself received an ECU 40 million loan in support of the North South Carrier Water project to secure Gaborone's water supply.

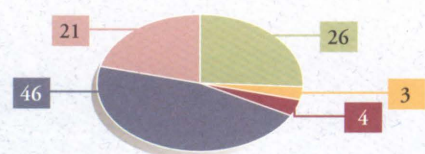
Outside the NIP, co-financing with NGOs amounting to ECU 2. million was made between 1990 and 1996.

Botswana can export almost 19,000 tonnes of beef to the European market every year under the Beef Protocol with a 92% import levy reduction.

On 16 October 1996, the framework of co-operation between Botswana and the EU under the second financial protocol of Lomé IV (EDF 8) was concluded. Within the National Indicative Programme an amount of ECU 38 million is envisaged to be made available for assistance-mainly in the field of Private Sector Development and Training and Natural Resource Utilisation and Conservation.

FED
EDF

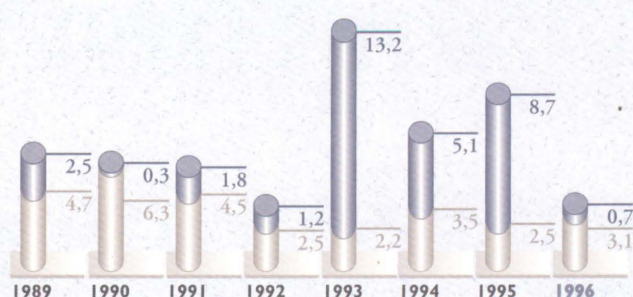
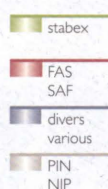
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope

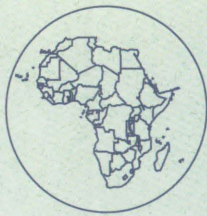


FED
EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument






Burkina Faso

AFRIQUE SAHELIENNE ET
OCCIDENTALE CÔTIÈRE

SAHELIAN AND COSTAL
WESTERN AFRICA

KM² 274 200

 10 200 453

Indicateurs économiques

PNB par habitant
300 ECU (1994)

Importations européennes
en provenance de...
40 042 000 ECU (1996)
Coton 27%

Exportations européennes
vers...
192 941 000 ECU
(1996)

Service de la dette /
exportations
7,04% (1993)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
2,64% (1995)

Taux de scolarisation
primaire
36,9% (1995)
secondaire
9,9% (1995)

Taux d'urbanisation
23,48% (1993)

Le Burkina Faso est confronté à certaines faiblesses sur le plan économique; des ressources naturelles relativement limitées, la prépondérance d'un secteur agricole très sensible aux aléas climatiques et l'enclavement du territoire. Il est, de plus, dépendant d'un petit nombre de produits d'exportation.

Après son indépendance, en 1960, le Burkina Faso a connu une période d'instabilité politique au cours de laquelle quatre républiques et de nombreux gouvernements se sont succédé. Depuis 1991, le pays a retrouvé la stabilité politique et avec l'aide des bailleurs de fonds a entamé un processus de démocratisation en vue de la mise en place d'un État de Droit. En parallèle avec une politique de décentralisation le gouvernement a élaboré un important programme de réformes en mettant l'accent sur le développement du secteur privé. Le déroulement exemplaire des dernières élections législatives a confirmé la volonté du gouvernement de renforcer les institutions démocratiques.

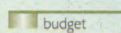
Le Programme Indicatif National de Lomé IV (145,5 millions d'écus) a mis l'accent sur l'appui au développement rural et au secteur des infrastructures routières et intervenu dans d'autres domaines tels le développement des petites et moyennes entreprises, et la santé notamment dans la lutte contre le SIDA. L'appui Communautaire à l'ajustement structurel depuis 1991 a été très important et à la fin 1996 le montant total se chiffrait déjà à 123,5 millions d'écus. Cette aide a permis l'assainissement des finances publiques notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation de base et de la filière du coton. A la fin 1996 les transferts au titre du Stabex Lomé IV étaient de 19,5 millions d'écus et les engagements dans le cadre du Sysmin montaient à 26 millions d'écus. Le Burkina Faso a également bénéficié d'un programme pluriannuel d'aide alimentaire ainsi que d'une aide financière de substitution à l'aide alimentaire en 1993 et 1995 pour un montant de 3 millions d'écus. L'Union Européenne a aussi participé au financement des élections législatives et communales en 1995 et en 1997. Les montants totaux des cofinancements dans le cadre des différentes lignes budgétaires dont les droits de l'homme et l'environnement pour un total de 4 millions d'écus. Le total de l'aide pendant Lomé IV a été de 323 millions d'écus.

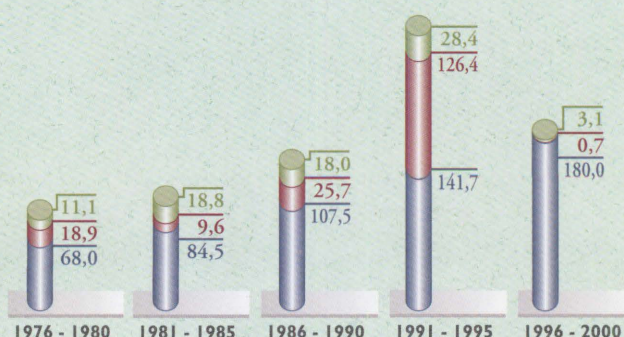
La BEI a pour sa part mis en oeuvre des capitaux à risque dans les secteurs de l'énergie, des télécommunications et de l'industrie pour un montant total de 28 millions d'écus.

En Octobre 1996, le Programme Indicatif National de Lomé IV-bis a été signé portant sur un montant total de 180 millions d'écus auxquels s'ajoute un montant minimal de 25 millions d'écus de capitaux à risques de la BEI. Les secteurs de concentration restent les infrastructures routières et le développement rural, auxquels s'ajoutent des appuis dans les domaines de la santé, de l'eau de l'éducation, de la culture, de l'appui au secteur privé et de l'appui institutionnel. Le fil conducteur du programme d'aide reste la lutte contre la pauvreté à travers de plusieurs actions menées dans le cadre de la décentralisation.

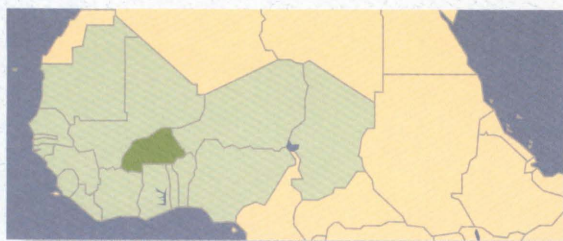
FED + budget EDF

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million

 budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



 développement rural/pêche + environnement
rural development/fishing + environment
transport et communications
transport and communications
ajustement structurel et appui à la balance des paiements
structural adjustment and balance of payments support
autres
others



Burkina Faso

B

Economic indicators	
GNP per capita	300 ECU (1994)
European imports from...	40 042 000 ECU (1996)
Cotton	27%
European Exports to...	192 941 000 ECU (1996)
Debt service / exports	7.04% (1993)
Social indicators	
Population growth rate	2.64% (1995)
Primary schooling rate	00% (1995)
Secondary schooling rate	9,2% (1995)
Urbanisation rate	23.48% (1993)

Burkina Faso has several economic weaknesses; relatively-limited natural resources, a dominant agricultural sector highly sensitive to the vagaries of the climate and the fact that it is a landlocked country. It is also dependent on a small number of exports.

After achieving independence on 1960, Burkina Faso has experienced a period of political instability. Four republics and numerous governments have succeeded one another. Since 1991, the country has known a period of political stability, under a legally-constituted regime, and it has implemented an important economic reform programme which aims notably to promote private enterprise.

The exemplary nature of the last legislative elections underlined the Government's intention to strengthen democratic institutions.

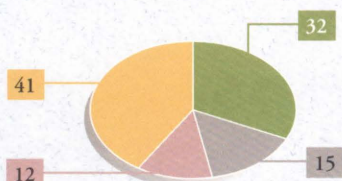
Lomé IV's National Indicative Programme highlighted support for rural development and road infrastructure, as well as to small and medium enterprises, and health, notably the fight against AIDS. Community support to structural adjustment has been a very important area since 1991 and by the end of 1996, this reached a total of ECU 123.5 million. This mobilised finances to improve in the health, education and cotton sectors. At the end of 1996, Stabex transfers under the Lomé IV Convention totalled ECU 19.5 million and Sysmin commitments had reached ECU 26 million. The country has also benefited from a multi-annual food programme as well as financial aid for food aid 1993-1995 amounting to ECU 3 million. The European Union also helped finance legislative and communal elections which took place respectively in 1995 and 1997. Cofinancing under various budgetary lines, including for human rights and the environment comes to ECU 4 million.

The European Investment Bank has implemented risk capital totalling ECU 28 million in the fields of energy, telecommunications and industry. Total aid to Burkina Faso throughout Lomé IV so far amounts to ECU 323 million.

In October 1996, the National Indicative Programme of Lomé IV-bis was signed with a pledge of ECU 180 million and ECU 25 million in risk capital from the EIB. The focal sectors remain the development of road infrastructure and rural development and also; health, water, education, culture and support to institutions and the private sector. The fight against poverty, through decentralised projects, is top priority too.

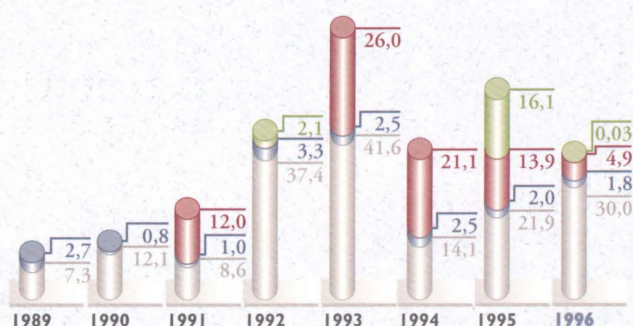
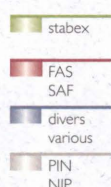
FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope

FED
EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Burundi

AFRIQUE DE L'EST ET
CORNE DE L'AFRIQUE

EASTERN AFRICA AND
HORN OF AFRICA

KM²

27 824



6 315 619

Indicateurs économiques

PNB par habitant
150 ECU (1994)

Importations européennes
en provenance de...

58 794 000 ECU (1996)

Or 26%

Café 59%

Exportations européennes
vers...

52 884 000 ECU (1996)

Service de la dette /
exportations

41,04% (1993)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population

2,96% (1995)

Taux de scolarisation
primaire

69,2% (1995)

secondaire

8,2% (1995)

Taux d'urbanisation

7,02% (1993)

Depuis son indépendance en 1962, l'histoire du Burundi est marquée par la persistance de graves confrontations ethniques qui ont abouti à certaines périodes à des affrontements sanglants. Les élections démocratiques de juin 1993 ont été suivies d'un putsch militaire en octobre de la même année. Le Burundi est rentrée depuis lors dans une spirale de violence et de guerre civile qui se traduit par de nombreuses victimes ainsi que par des milliers de personnes déplacées et réfugiées aux pays voisins. Les institutions gouvernementales ont été remises en place en octobre 1994, mais l'instabilité et la violence continuent et ont donné lieu à un coup d'Etat en juillet 96 au profit du Major Buyoya.

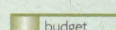
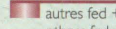
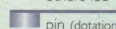
L'économie burundaise, fondée sur l'agriculture et la combinaison de multiples activités rurales menées au sein de petites exploitations agricoles, avait permis de garantir un niveau enviable de sécurité alimentaire. Les principales cultures de rente sont le café, le thé et le coton. Au cours du second trimestre de 1995, la production du secteur primaire a chuté, notamment le café, ainsi que sa qualité et ses cours. Le café représente 85% des exportations. La baisse des recettes de ce produit a créé un déficit structurel de la balance commerciale.

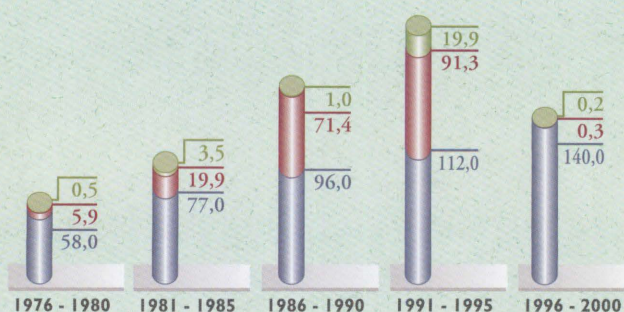
La coopération avec l'UE a concentré ses interventions dans les domaines du développement rural, de la santé et de la réhabilitation. Toutefois les programmes ont été suspendus au début de 1997 en raison de l'insécurité. Seuls sont maintenus l'aide humanitaire.

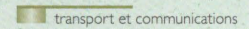
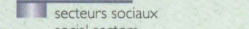

En vue de promouvoir la paix et la réconciliation au Burundi, l'Union Européenne a financé des opérations qui ne sont pas des programmes de développement typique. Ainsi la Commission a alloué quelque 120 millions d'écus à ce pays depuis 1993, y compris pour l'aide aux réfugiés. L'ensemble de cette aide comprend notamment 42 millions d'écus (agences l'ONU et ONG), 18,5 millions d'écus (aide alimentaire), 18 millions d'écus (réhabilitation).

FED + budget EDF

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million

-  budget
-  autres fed + bei
others fed + eib
-  pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



-  développement rural/pêche
rural development/fishing
-  transport et communications
transport and communications
-  secteurs sociaux
social sectors
-  autres
others



Burundi

Economic indicators	
GNP per capita	150 ECU (1994)
European imports from...	58 794 000 ECU (1996)
Gold	26%
Coffee	59%
European Exports to...	52 884 000 ECU (1996)
Debt service / exports	41.04% (1993)
Social indicators	
Population growth rate	2.96% (1995)
Primary schooling rate	69,2% (1995)
Secondary schooling rate	8,2% (1995)
Urbanisation rate	7.02% (1993)

Since achieving independence in 1962, Burundi's history has been marked by continual and serious ethnic confrontations which have resulted from time to time in bloody conflicts. Since the democratic elections of June 1993, the country has experienced its first political changeover in power, under difficult conditions, with a coup d'Etat in October of the same year. This has led to new confrontations involving thousands of victims, as well as a mass exodus of the population to neighbouring countries. Government institutions were restored in October 1994 but the instability and violence continued leading to a military coup in July 1996 and the installation as President of Major Pierre Buyoya, who had been President before the 1993 elections.

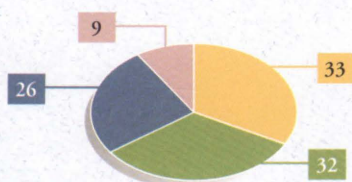
The Burundi economy is based on agriculture and it was virtually self-sufficient in food. The main cash crops are coffee and tea, but fluctuations in world coffee prices reduced production as a result of the continuing conflict in the country and the economic embargo imposed on Burundi by the neighbouring states following the military coup of July 1996 have created a structural trade deficit and caused serious economic problems.

Co-operation with the European Union under Lomé IV centred on rural development, the health sector and general rehabilitation. However, all development programmes were suspended or closed at the beginning of 1997 in light of the security situation. Instead, the Commission has concentrated on granting humanitarian aid to the many refugees, displaced and other suffering people, whilst trying to find peaceful solutions to the problems of Burundi and the related ones of the region, using all the various means at its disposal.

In accordance with this policy, the Commission has allocated some ECU 120 million for Burundi and Burundi refugees since the crisis of 1993. This aid consists of: humanitarian aid (ECU 42 million) to the UN agencies and NGOs; ECU 18.5 million in food aid; ECU 18 million for rehabilitation; ECU 1.5 million from the CFSP (Common Foreign and Security Policy) budget allocated to the mission of the OAU in Burundi, and a series of initiatives from the Human Rights and Democracy budget line to promote peace, stability and the restoration of civil society in Burundi, namely assistance to the independent media, to the UN human rights observers, and to various peace-making activities.

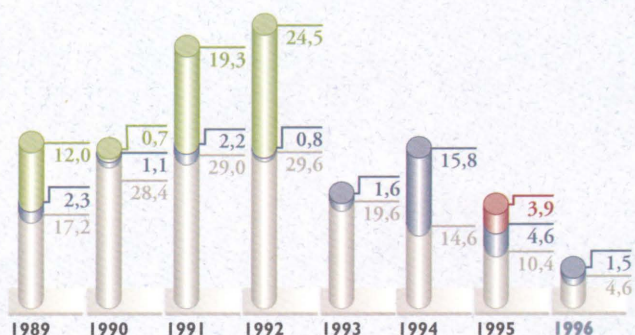
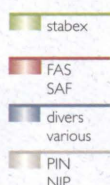
FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Cabo Verde

AFRIQUE SAHELIENNE ET
OCCIDENTALE CÔTIÈRE

SAHELIAN AND COSTAL
WESTERN AFRICA

KM² 4 033

419 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
910 ECU (1994)

Importations européennes
en provenance de...
11 145 000 ECU (1996)
Chaussures 27%

Exportations européennes
vers...
157 855 000 ECU
(1996)

Service de la dette /
exportations
4,72% (1993)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
2,95% (1995)

Taux de scolarisation
primaire
112,1% (1995)
secondaire
32% (1995)

Taux d'urbanisation
50,26% (1993)

Les dimensions réduites du Cap Vert, son isolement géographique et le manque de ressources naturelles font que les possibilités de développement traditionnelles sont limitées. L'économie du pays a cependant connu une croissance significative depuis l'indépendance, acquise en 1975.

A la suite de la révision constitutionnelle adoptée en 1990, un système de pluralisme politique a été mis en place en 1991. Le second cycle d'élections est intervenue fin 1995-début 1996. L'exécution du IIIème Plan National de Développement a confirmé la volonté du gouvernement de poursuivre la libéralisation de l'économie pour susciter des investissements étrangers et nationaux, notamment dans le secteur productif. Cette préparation se confirme pour l'avenir avec la préparation du IVème Plan.

Dans le cadre du premier protocole financier de la Convention de Lomé IV 7ème FED, comme dans celle de Lomé III, le Programme Indicatif National (PIN) porté à 24,7 millions d'écus a mis la priorité sur l'aménagement de la ville de Praia: production, distribution et assainissement d'eau potable; production et distribution d'électricité; aménagement des nouveaux quartiers; amélioration de la gestion urbaine; formation et santé. Depuis 1990, le Cap Vert a bénéficié de transferts Stabex de 1.860.000 écus principalement pour les secteurs de la banane.

En raison de son déficit structurel en céréales, le pays a également bénéficié de programmes pluriannuels d'aide alimentaire (1990-1992) mais aussi ultérieurement d'allocations annuelles. Le Cap Vert figure en outre parmi les pays exportateurs traditionnels de banane qui ont bénéficié du système spécial d'assistance pour améliorer la productivité et la qualité de ce secteur. Enfin 1 063 500 écus lui sont versés annuellement au titre du nouvel accord pêche pou la période 1994/97.

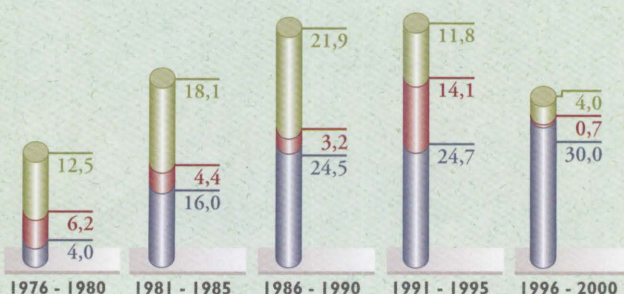
La Banque Européenne d'Investissement (BEI) intervient, au titre des capitaux à risques, dans l'extension de la centrale électrique de Mindelo, dans l'extension et la modernisation du port de Mindelo et dans le secteur agro-alimentaire privé, pour un montant de 12,4 millions d'écus engagés au titre du 7ème FED (minimas garantis: 4 millions d'écus).

Pour l'utilisation des ressources programmables du 2ème protocole financier de la Convention de Lomé IV (8ème FED) le PIN, signé fin 1996 pour un montant de 30 millions d'écus, a pour domaines de concentration les infrastructures de base (eau, assainissement, routes) et l'appui au secteur privé.

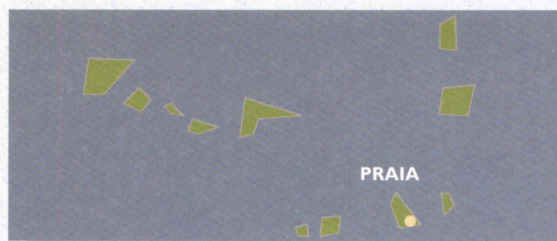
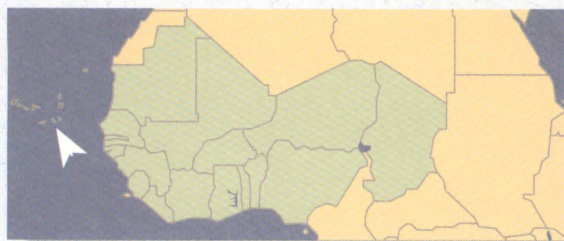
FED + budget

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million

budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



infrastructures
transport et communications
développement minier et industriel/PME
secteurs sociaux
autres



Cabo Verde

C

Economic indicators	
GNP per capita	910 ECU (1994)
European imports from...	11 145 000 ECU (1996)
Shoes	27%
European Exports to...	157 855 000 ECU (1996)
Debt service / exports	4.72% (1993)
Social indicators	
Population growth rate	2,95% (1995)
Primary schooling rate	112,1% (1995)
Secondary schooling rate	32% (1995)
Urbanisation rate	50.26% (1993)

The very small size of the Cape Verde Islands, their geographic isolation and a lack of resources mean that traditional possibilities for development are limited. Nevertheless, the islands' economy has experienced sustained growth since independence in 1975.

Following the constitutional revision adopted in 1990 to set up a multiparty political system, the first legislative elections were held in 1991, with second legislative elections following at the end of 1995 and the beginning of 1996. The Third National Development Plan confirmed the Government's willingness to open up the economy to encourage both foreign and domestic investment, notably in the productive sector. This is likely to be taken further under a Fourth Plan.

Under the first protocol of the Fourth Lomé Convention, the National Indicative Programme (NIP) of ECU 24.7 million prioritises development of the town of Praia: distribution and purification of drinking water; generation and distribution of electricity; development of new neighbourhoods; improvement of urban management and training and health care.

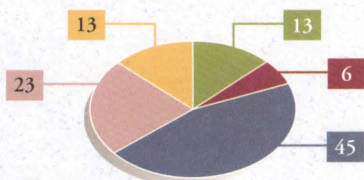
Since 1990, Cape Verde has been allocated 1,86 million ECU in Stabex transfers, mainly for bananas. The National Indicative Programme of the second financial protocol of Lomé IV, (8th EDF) signed at the end of 1996, foresees ECU 30 million to be disbursed on basic infrastructure and the private sector.

The country has also received pluri-annual food aid programmes (1990-1992) due to cereal shortages, and previously, annual allocations. It is among the traditional banana-exporting countries to benefit from the special assistance system set up in 1994 to improve productivity and quality in this sector. Finally, ECU 1.064 million are being spent annually under the new fishing agreement (1994-1997).

The European Investment Bank is providing risk capital to extend Mindelo power station, as well as extend and modernise Mindelo port and develop the private agribusiness sector (fishpacking company in Mindelo). It has already committed ECU 12.4 million under Lomé IV (minimas garantis: ECU 4 million).

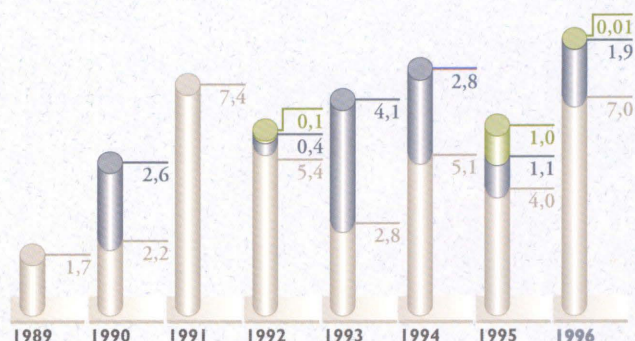
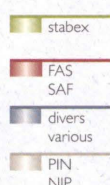
FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Cameroon/Cameroun

AFRIQUE CENTRALE

CENTRAL AFRICA

475 422

13 275 000

Indicateurs économiques

 PNB par habitant
680 ECU (1994)

 Importations européennes
 en provenance de...
**1 200 656 000 ECU
 (1996)**

 Pétrole brut **26%**

 Exportations européennes
 vers...
637 632 000 ECU (1996)

 Service de la dette /
 exportations
21,77% (1993)

Indicateurs sociaux

 Taux de croissance
 de la population
2,87% (1995)

 Taux de scolarisation
 primaire
101,2% (1995)

 secondaire
28,6% (1995)

 Taux d'urbanisation
43,06% (1993)

Le Cameroun obtient son indépendance en 1960. La réunification des deux parties du territoire administrées par la France et le Royaume Uni intervient en 1961. Le pays dispose de ressources naturelles très riches et variées.

Ce potentiel a permis le développement d'une large gamme de productions végétales, animales et forestières, auxquelles s'est ajouté depuis 1978, le pétrole.

A partir de 1985, le pays a été confronté à une crise économique, financière et sociale que le recours à l'ajustement structurel et le passage au pluralisme politique n'ont pas encore réussi à surmonter. La dévaluation du franc C.F.A. de janvier 1994 a amorcé la relance de l'économie par l'accroissement des exportations.

La concentration sectorielle du Programme Indicatif du 7ème FED (110 millions d'écus), reflète les acquis des Conventions précédentes dans le développement rural et les infrastructures routières. Malgré quelques problèmes de démarrage, liés notamment à la situation politique et à des dysfonctionnements de l'administration, la mise en oeuvre du PIN est globalement satisfaisante et les engagements atteignent, fin 1995, presque 87,5% avec un taux de paiement de près de 30%

Les transferts de Stabex qui approchent 230 millions d'écus (intérêts compris) sous Lomé IV, contribuent au désengagement de l'Etat des filières cacao et café, à la relance de la production agricole en général ainsi qu'au Programme d'Ajustement Structurel.

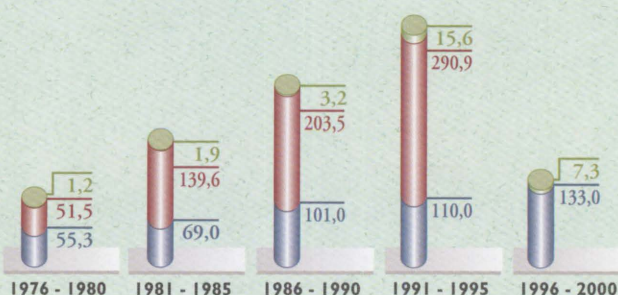
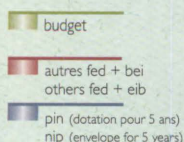
En ce qui concerne l'appui à l'ajustement structurel, deux allocations de 29,5 millions d'écus (18,5 millions de la FAS et 11 millions du PIN) en 1992 et 20,2 millions d'écus (15,2 millions de la FAS et 5 millions du PIN) en 1994, auxquels s'ajoutent quelque 60 millions d'écus provenant des transferts STABEX, ont été mises sur place en faveur des secteurs de la santé, de l'entretien routier, de la restructuration des entreprises publiques, de la réforme de l'administration publique et de l'apurement de la dette intérieure.

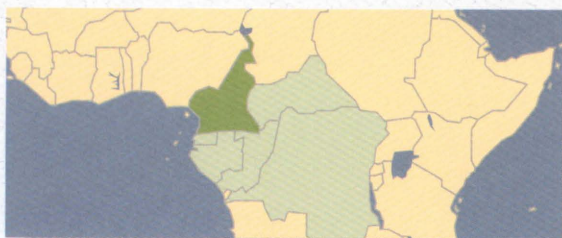
Le Cameroun figure aussi parmi les pays ACP exportateurs traditionnels de bananes. A ce titre(...)a déjà bénéficié de subventions de plus de 14 millions d'écus provenant du système spécial d'assistance mis en place en octobre 1994.

Au niveau régional, le Cameroun est membre de l'Union Douanière et Economique de l'Afrique Centrale (UDEAC) et devrait profiter des réformes mises en oeuvre pour revitaliser son économie de proximité, notamment dans le cadre de la nouvelle Communauté Economique et Monétaire d'Afrique Centrale (CEMAC).

Sous Lomé IV les opérations gérées par la Banque Européenne d'Investissement (BEI), pour un montant de 22,6 millions d'écus (dont 9,5 millions sur ressources propres), concernent le secteur énergétique public.

FED + budget

 dotations en millions d'écus
 allocations in ECU million




Cameroon/Cameroun

C

Economic indicators	
GNP per capita	680 ECU (1994)
European imports from...	1 200 656 000 ECU (1996)
Crude oil	26%
European Exports to...	637 632 000 ECU (1996)
Debt service / exports	21.77% (1993)
Social indicators	
Population growth rate	2.87% (1995)
Primary schooling rate	00% (1995)
Secondary schooling rate	9,2% (1995)
Urbanisation rate	43.06% (1993)

Independent in 1960, since the 1961 reunification Cameroon is formed of territories formerly administered by France and the United Kingdom. The country is dominated by huge massifs of tropical forests, and has a wealth of diverse natural resources.

Cameroon has capitalised on this potential by exploiting a wide range of vegetable, animal and forest resources and has been an oil producer since 1978. Since 1985, the country has been hit by an economic, financial and social crisis and, despite the fact that it has undergone structural adjustment and established a system of multi-party politics, the country has not yet managed to overcome these problems. The devaluation of the CFA Franc in January 1994 has helped to relaunch the economy by means of growth in export receipts.

The emphasis on certain sectors under the Lomé IV Indicative Programme (ECU 110 million) reflects the experience gained through previous Conventions in rural development and road infrastructure. Despite certain start-up problems pertaining to the political situation and management of the administration, implementation of the NIP is generally satisfactory and the commitments reached almost 87.5%, with a payment rate approaching 30%.

Lomé IV Stabex transfers, which almost reach ECU 230 million, ensuring that the cocoa and coffee industries are less of a drain on the State, have generally helped to boost agricultural production and have contributed to the Structural Adjustment Programme.

With regard to structural adjustment, two allocations of respectively ECU 29.5 million (18.5 million from the SAF and 11 million from the PIN) in 1992 and ECU 20.2 million in 1994 (15.2 million from the SAF and 5 million from the NIP), in addition to ECU 60 million from Stabex, have been used to develop the health and road maintenance sectors, the restructuring of public enterprises, the reform of the civil service and the payment of internal debt.

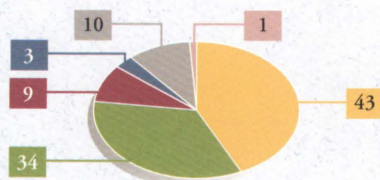
Cameroon is also a traditional ACP banana exporting country. It has received over ECU 14 million under the special assistance system set up in October 1994.

At regional level, Cameroon is a member of the Central Africa economic and customs union (UDEAC), and should benefit from implemented reforms to revitalise its own economy in this regional context, particularly in the framework of the new Economic and Monetary Community of Central Africa (CEMAC).

Under Lomé IV, operations managed by the European Investment Bank (EIB), totalling ECU 22.6 million (of which ECU 9.5 million from its own resources), mainly concern the public energy sector:

FED
EDF

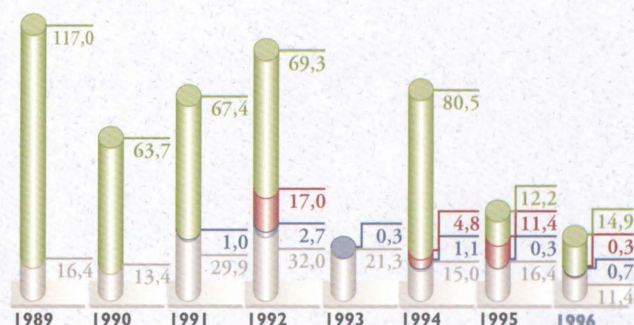
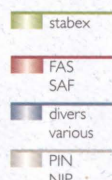
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Centrafrique

AFRIQUE CENTRALE

CENTRAL AFRICA

KM² 622 984
 3 429 000

Indicateurs économiques	
PNB par habitant	370 ECU (1994)
Importations européennes en provenance de...	108 255 000 ECU (1996)
Diamants	82%
Exportations européennes vers...	52 983 000 ECU (1996)
Service de la dette / exportations	4,72% (1993)
Indicateurs sociaux	
Taux de croissance de la population	2,54% (1995)
Taux de scolarisation primaire	68,4% (1995)
secondaire	10,3% (1995)
Taux d'urbanisation	38,58% (1993)

La République Centrafricaine est un pays enclavé dont les ressources naturelles diversifiées (agriculture, élevage, forêts, faune sauvage, diamants) compensent le très faible peuplement (5hab./km² en moyenne).

Indépendant depuis 1960, le pays a d'abord connu un régime dictatorial et, sous celui-ci, une période particulièrement difficile qui a également profondément bouleversé l'économie.

Les politiques d'ajustement structurel lancées dès 1982 n'ont pas été suffisantes pour corriger les graves déséquilibres existants. Un gouvernement issu d'élections pluralistes a été mis en place en octobre 1993.

Les réformes structurelles, convenues avec le gouvernement c'est-à-dire, désengagement de l'Etat, privatisation du secteur parapublic, compression de la fonction publique, élargissement de l'assiette fiscale, bonne gestion des finances publiques, accusent des retards considérables

Depuis 1960, l'Union européenne a fourni une aide importante, essentiellement à travers le financement de projets dans les domaines du développement rural, de la conservation des ressources naturelles et de l'infrastructure routière. L'Union européenne est ainsi le deuxième bailleur de fonds de la République Centrafricaine.

Les ressources financières du Programme Indicatif National du 7ème FED (75 millions d'écus), sont concentrés sur l'entretien routier, le développement rural et la conservation de la faune. Le Programme Indicatif Régional met l'accent sur la mise en place du Transit Inter Etats des Pays de l'Afrique Centrale (TIPAC), les actions financées par la coopération régionale s'étant concentrées sur l'amélioration de la voie trans-équatoriale Bangui-Pointe Noire.

La République Centrafricaine a également bénéficié en 1994 d'un appui de l'Union européenne au titre de l'ajustement structurel pour un montant de 10 millions d'écus.

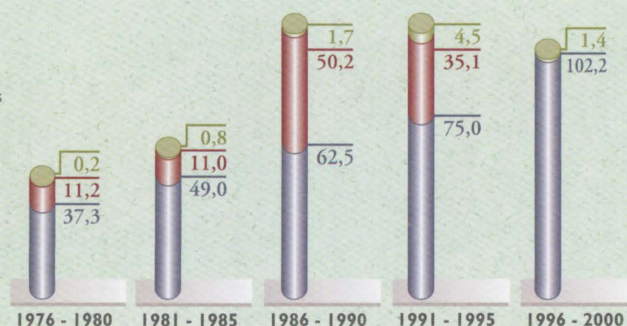
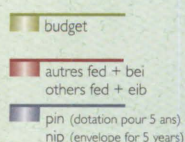
Les transferts Stabex pour le café, se sont considérablement accrus à partir de Lomé III (plus de 18 millions d'écus sous Lomé IV) et se sont consacrés à l'assainissement des filières café et coton et à l'amélioration de leur compétitivité.

Les actions significatives financées par le budget de l'Union européenne concernent les aides aux réfugiés, la lutte contre le SIDA, et le cofinancement de projets avec les ONG.

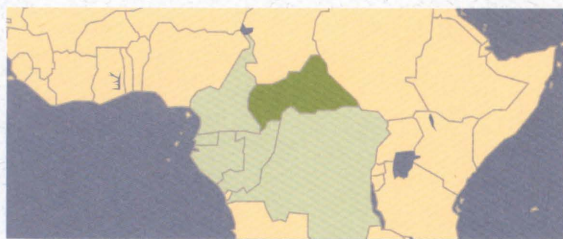
En outre, 10 millions d'écus ont été prévus pour des interventions de la BEI au titre des capitaux à risques.

FED + budget

dotations en millions d'écus
 allocations in ECU million



développement rural/pêche
 rural development/fishing
 transport et communications
 transport and communications
 secteurs sociaux
 social sectors



Centrafrique

C

Economic indicators	
GNP per capita	370 ECU (1994)
European imports from...	108 255 000 ECU (1996)
Diamonds	82%
European Exports to...	520983 000 ECU (1996)
Debt service / exports	4.72% (1993)
Social indicators	
Population growth rate	2.54% (1995)
Primary schooling rate	68,4% (1995)
Secondary schooling rate	10,3% (1995)
Urbanisation rate	38.58% (1993)

The Central African Republic is a landlocked country with diverse natural resources (agriculture, livestock, forests, wildlife, diamonds), but is sparsely populated (an average of five people per square kilometre).

Independent since 1960, the country was initially governed by a dictatorial regime, under which it went through a particularly difficult period. During this period, the economy was completely shattered. Structural adjustment policies launched after 1982 failed to put an end to the serious disorder. A new government was appointed in October 1993 following multi-party elections.

Reforms to lessen state control, privatise the parastatals, reduce the number of public servants, apply taxation more widely and improve management of public finances, have been considerably delayed.

Since 1960, the European Union has provided substantial aid to the country, mainly going to fund rural development projects, the conservation of natural resources and the improvement of the road network. The EU is thus the Central African Republic's second-most important donor.

The seventh EDF National Indicative Programme (ECU 75 million) focuses on road infrastructure, rural development and wildlife conservation. Funds under the the Regional Indicative Programme are largely pledged for the establishment of the Inter-State Transit for Central African Countries (TIPAC system) and work sponsored through regional co-operation funds is targeted on upgrading the trans-equatorial Bangui- Pointe Noire road.

The Central African Republic also benefited in 1994 from an ECU 10 million sum from European Union structural adjustment support.

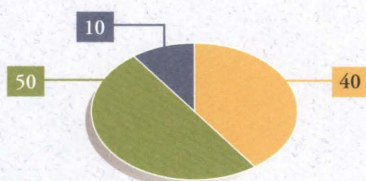
Stabex transfers for coffee, cotton and timber have grown considerably since Lomé III (almost ECU 18 million under Lomé IV) and are currently aimed at stabilising the coffee and cotton industries and improving their competitiveness.

Important projects involving aid for refugees, for the fight against AIDS and participation in joint initiatives with NGOs, have been funded from the EU budget.

Moreover, ECU 10 million may be made available through EIB intervention in the form of risk capital.

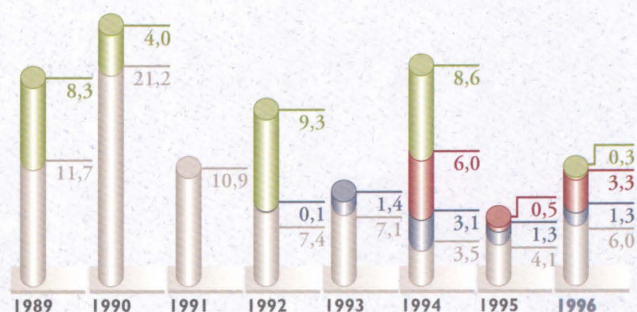
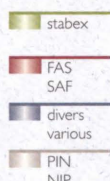
FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of PIN
% of the total envelope



FED
EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Comores

OCEAN INDIEN

INDIAN OCEAN

KM² 2 230
 653 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
 510 ECU (1994)

Importations européennes
 en provenance de...

4 709 000 ECU (1996)

Vanille 31%

Huiles essentielles 58%

Exportations européennes
 vers...

25 255 000 ECU (1996)

Service de la dette /
 exportations

5,89% (1993)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
 de la population

3,65% (1995)

Taux de scolarisation
 primaire

75,3% (1995)

secondaire

19,9% (1995)

Taux d'urbanisation

29,54% (1993)

Isolé et pratiquement dépourvu de ressources naturelles, l'archipel volcanique des Comores se compose de trois îles (Grande Comore, Anjouan et Mohéli) et a acquis son indépendance en 1975, alors que la quatrième île, Mayotte, décidait de rester sous administration française.

A l'issue du régime dictatorial qui s'est terminé en 1989 avec l'assassinat du chef de l'Etat, un système de multipartisme a été mis en place. Il s'en est suivi une certaine confusion politique due principalement à une mauvaise transition démocratique et à la succession de plusieurs gouvernements. En 1995, la vie politique a été perturbée par le coup d'Etat fermenté par le mercenaire Bob Denard. Une intervention de la France a donné lieu à la mise à l'écart du pouvoir du Président Djohar retenu à la Réunion. Les élections présidentielles ont eu lieu en 1996 et ont porté Mohamed Taki Abdoulkarim à la tête de l'état.

Le pays connaît l'une des plus fortes densité démographique d'Afrique, avec une population essentiellement jeune, et se classe dans le groupe des pays les moins avancés (PMA). Outre sa forte population, l'archipel est confronté à des contraintes structurelles importantes, dont un marché intérieur restreint s'ajoutant à son isolement insulaire, qui est source de difficultés de communication.

Le secteur primaire est le pilier de l'économie: il contribue pour 37% au PIB, emploie 80% de la population active et se fonde essentiellement sur les cultures d'exportation: vanille (second producteur mondial), Ylang-Ylang (premier producteur mondial) et girofle. Toutefois, les recettes d'exportation ne parviennent à couvrir que 40% des importations nécessaires au pays.

Le déficit des finances publiques (26% du PIB en 1989) et le niveau d'endettement (80% du PIB en 1990) ont conduit le gouvernement à lancer un programme d'ajustement structural.

Depuis la Convention de Lomé I, la coopération entre le FED et les Comores progresse. Les secteurs principaux qui ont bénéficié d'un appui sont à valeur à peu près égale le développement rural et le désenclavement (ports, télécommunications, routes). L'appui aux secteurs sociaux n'est pas négligeable.

La mise en œuvre de Lomé IV resta fidèle à ces grandes lignes puisque 31 % du Programme Indicatif National (23,5 millions d'écus) seront alloués au développement rural, dont un projet d'amélioration des cultures d'exportation, et 36% sont destinés à la construction d'un accès maritime à Mohéli et à la réhabilitation d'une route à Anjouan. Le solde sera utilisé pour un programme social de micro réalisations, pour l'appui aux petites entreprises et la Sommatation dans la fonction publique.

Un montant de 6,2 millions d'écus a été attribué par le FED aux Comores dans le cadre du programme d'ajustement Structurel.

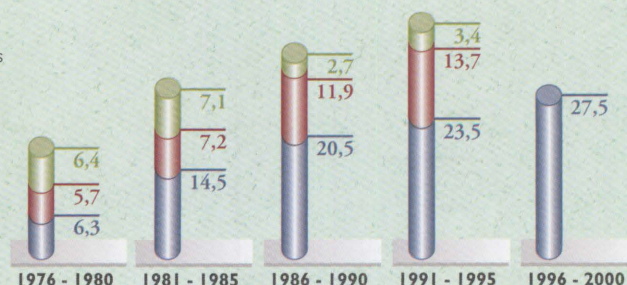
Au titre des campagnes 1990, 1991, 1992 et 1993, pour la vanille, le girofle et les huiles essentielles, le Stabex a donné lieu à des transferts de 4,2 millions d'écus. Un montant de 110 200 écus a été alloué pour appuyer le processus de démocratisation.

En outre, 3 millions d'écus ont été prévus pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) au titre des capitaux à risques, dont 2 millions sont déjà engagés en faveur de la banque de développement des Comores pour des projets dans les secteurs de l'industrie, du tourisme et des transports.

FED + budget

dotations en millions d'écus
 allocations in ECU million

budget
 autres fed + bei
 others fed + eib
 pin (dotation pour 5 ans)
 nip (enveloppe for 5 years)



développement rural/pêche
 rural development/fishing
 transport et communications
 transport and communications
 développement minier et industriel/PME
 mine and industry development/SME's
 secteurs sociaux
 social sectors
 ajustement structurel et appui à la
 balance des paiements
 structural adjustment and balance
 of payments support
 autres
 others



Comores

C

Economic indicators	
GNP per capita	510 ECU (1994)
European imports from...	4 709 000 ECU (1996)
Vanilla	31%
Essential oils	58%
European Exports to...	25 255 000 ECU (1996)
Debt service / exports	5.89% (1993)
Social indicators	
Population growth rate	3.65% (1995)
Primary schooling rate	75,3% (1995)
Secondary schooling rate	19,9% (1995)
Urbanisation rate	29.54% (1993)

Isolated and practically devoid of natural resources, the volcanic archipelago of the Comoros consists of three islands (Great Comoro, Anjouan and Mohéli). It gained its independence in 1975, although the fourth island, Mayotte, decided to remain under French administration.

After the dictatorial regime, which ended in 1989 with the assassination of the head of state, a multiparty system was set up. There followed a period of some instability, mainly due to a poor democratic transition and the succession of several governments. In 1995, the country faced severe upheavals due to an attempted Coup d'Etat by mercenary Bob Denard which required intervention from France and led to President Djohar being dismissed from power and exiled in Reunion. Presidential elections took place in 1996 and Mr Mohamed Taki Abdoukarim was elected Head of State.

The Islands are among the most densely populated countries in Africa, with a mainly young population, and they rank among the least-advanced countries (LLDCs). Besides a large population, the archipelago is confronted by significant structural constraints, including insularity and a limited and divided internal market, which cause communication difficulties.

The primary sector, the pillar of the economy, contributes around 37% of GDP, employs 80% of the active population, and is essentially based on export crops; vanilla (of which Comores is the second largest producer in the world), Ylang-Ylang (world's main producer) and cloves. Nevertheless, export earnings have only succeeded in covering 40% of the cost of imports needed by the Islands.

Worsening of public finance deficits (26% of GNP in 1989) and the level of indebtedness (80% of GNP in 1990), led the Government to launch a structural adjustment programme.

Since Lomé I, cooperation between the EDF and the Comoros has progressed. The main sectors to have benefited from a similar level of support are rural development and opening up (infrastructure development) through ports, telecommunications, and roads. Significant support is given to social sectors.

The implementation of Lomé IV followed the above-mentioned main development lines: 31 % of the indicative programme (ECU 23.5 million) is to be allocated to rural development, including a project to improve export crops, and 36% for the construction of a maritime access to Mohéli and the rehabilitation of a road in Anjouan. The balance will be used for a social rehabilitation programme, to help small enterprises and for training in public administration.

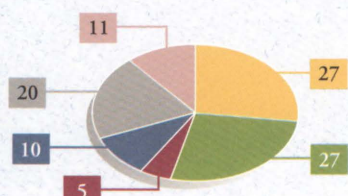
A sum of ECU 6.2 million has been given by the EDF to the Comoros Islands within the Structural Adjustment programme.

Besides this, the Comoros received ECU 4.2 million Stabex transfers for the 1990, 1991, 1992 and 1993 export campaigns for vanilla, cloves and essential oils. A total of ECU 110 200 was given to support the democratisation process.

Moreover, ECU 3 million may be made available through European Investment Bank intervention in the form of risk capital, of which ECU 2 million has already been committed to the benefit of the Comoros development bank, for projects in the fields of industry, tourism and transport.

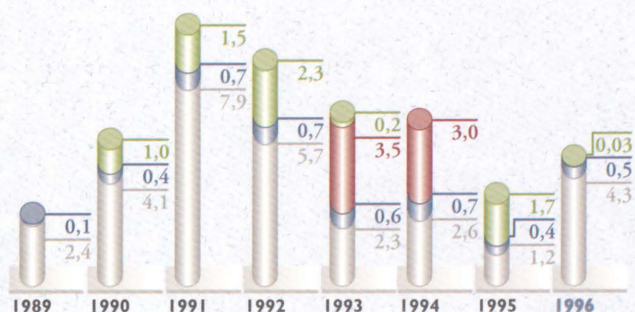
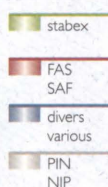
FED
EDF

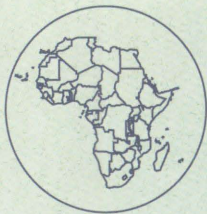
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Congo (Brazzaville)

AFRIQUE CENTRALE

CENTRAL AFRICA

342 000

2 590 000

Indicateurs économiques	
PNB par habitant	640 ECU (1994)
Importations européennes en provenance de...	888 521 000 ECU (1996)
Pétrole brut	33%
Diamants	54%
Exportations européennes vers...	923 416 000 ECU (1996)
Service de la dette / exportations	10,59% (1993)
Indicateurs sociaux	
Taux de croissance de la population	2,98% (1995)
Taux de scolarisation primaire	na/nd
secondaire	na/nd
Taux d'urbanisation	56,68% (1993)

Pays équatorial disposant de ressources forestières (...) peu exploitées et de réserves pétrolières très importantes, il présente un peuplement très déséquilibré: tandis que le nord demeure sous-peuplé avec 1 hab./km², les quatre villes principales du sud abritent plus de 60% de la population. Le secteur pétrolier représente à lui seul plus de 50% des recettes de l'Etat et la quasi-totalité des recettes d'exportation.

A la suite d'une crise profonde provoquée, entre autres, par une mauvaise gestion de l'économie, un régime pluraliste a été institué en 1991.

Le pays demeure confronté à des déséquilibres internes importants ainsi qu'à un endettement d'une ampleur exceptionnelle. Le gouvernement n'a pas été en mesure, jusqu'à présent, de mettre en oeuvre de véritables réformes économiques et structurelles pourtant indispensables.

Sous le 7ème FED, la coopération avec l'Union européenne se concentre sur le secteur des transports, l'appui aux PME et le secteur de la santé, au travers d'un Programme Indicatif National de 51 millions d'écus, auquel il convient d'ajouter 6,6 millions d'écus attribués au titre de l'appui à l'ajustement structurel. Cependant, la priorité accordée aux questions de politique intérieure, l'absence d'une stratégie durable de développement et de politiques sectorielles "internalisées" et une administration démotivée à défaut d'être payée régulièrement, ont gravement entravé l'application du programme de coopération dont le taux de mise en oeuvre est l'un des plus bas d'Afrique.

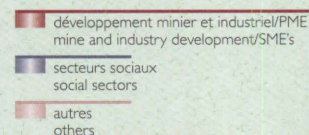
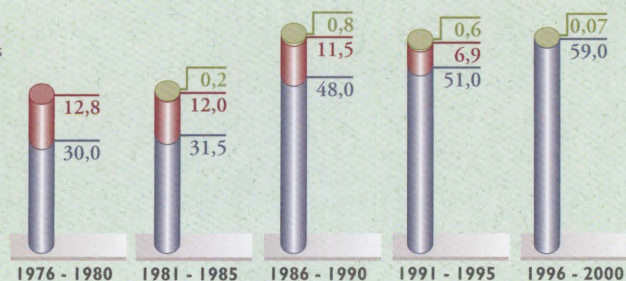
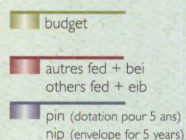
Le pays, membre fondateur de l'Union Douanière et Economie d'Afrique Centrale (UDEAC), a une vocation naturelle de transit régional, ce qui justifie que la plus grande priorité soit accordée au secteur des transports et à la réhabilitation des infrastructures.

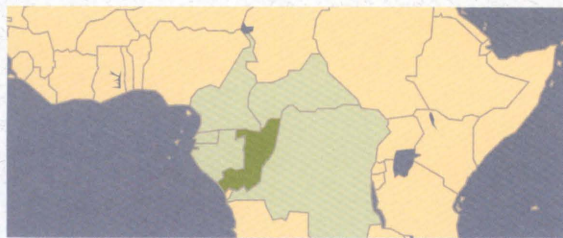
Dans le domaine du développement rural, les actions de coopération se font sous la forme de programmes de micro réalisations.

Le Congo bénéficie également des dispositions du Protocole Sucre de la Convention de Lomé et utilise régulièrement son quota de 10 000 tonnes.

FED + budget

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million





Congo **C**

Economic indicators	
GNP per capita	640 ECU (1994)
European imports from...	888 521 000 ECU (1996)
Crude oil	33%
Diamonds	54%
European Exports to...	923 416 000 ECU (1996)
Debt service / exports	10.59% (1993)
Social indicators	
Population growth rate	2.98% (1995)
Primary schooling rate	na/nd
Secondary schooling rate	na/nd
Urbanisation rate	56.68% (1993)

An equatorial country, the Congo largely consists of little exploited dense forests and considerable oil reserves. Its population is very unevenly distributed; the north is under-populated, with one inhabitant per square kilometre, while the four main cities in the south are home to over 60% of the population. The oil industry alone represents more the 50% of the State's revenue, and almost all its export revenue.

A multi-party system was set up in 1991, following a major crisis partly caused by poor management of the economy.

The country is still confronted by domestic problems, as well as an exceptionally large debt. To date, the government has not been able to implement the genuine and indispensable structural reforms.

Under the 7th EDF, co-operation with the European Union is concentrated on transport, support for SMEs and the health sector through the National Indicative Programme of ECU 51 million and an additional ECU 6.6 million for structural adjustment measures. However, the priority accorded to questions of domestic policy, the lack of a lasting development policy and 'internalised' sector-based policies plus an irregularly paid demotivated administration, have combined to seriously hinder the setting up of the co-operation programme, whose implementation ratio is one of the lowest in Africa.

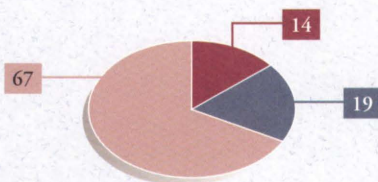
Congo, which is a founding member of the Central African economic and customs union (UDEAC), is a regional transit country. This fact justifies priority also being given to the transport sector and the renovation of infrastructure.

As far as rural development is concerned, co-operation actions could take the form of micro-project programmes.

The Congo also benefits from clauses in the Lomé Convention's Sugar Protocol, and habitually uses its 10,000 tonne quota.

FED EDF

répartition sectorielle du PIN en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP % of the total envelope



FED EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument

